



Le social et l'environnement : des indicateurs alternatifs au PIB

par Philippe DEFEYT, économiste

Octobre 2004

*« Ne nous exagérons pas l'importance du problème économique,
ne sacrifions pas à ses nécessités supposées d'autres affaires
d'une portée plus grande et plus permanente. »*

John Maynard KEYNES¹

*« Gross National Product measures everything,
in short, except that which makes life worthwhile »*

Robert KENNEDY²

<i>Introduction : Il n'y a pas que le PIB.....</i>	<i>1</i>
<i>Une typologie simple</i>	<i>1</i>
<i>16 Indicateurs synthétiques ou Tableaux de bord significatifs et représentatifs</i>	<i>2</i>
1. Les indicateurs synthétiques du PNUD	2
2. L'Indicateur de santé sociale du Fordham Institute	3
3. L'Indicateur d'insécurité sociale de l'Institut pour un Développement Durable.....	4
4. L'Indicateur de bien-être économique	6
5. Le Genuine Progress Indicator (GPI - Indicateur de Progrès Véritable)	7
6. L'Indice de bien-être des Nations	10
7. L'Environmental Sustainability Index (ESI - Indice de soutenabilité environnementale)	11
8. L'empreinte écologique	12
9. Le Tableau de bord de l'environnement wallon	14
10. Les Indicateurs européens d'inclusion sociale (Indicateurs de Laeken)	16
11. Un Tableau de bord de la protection sociale en Belgique	18
12. Les comptes environnementaux de la Belgique	19
13. Les comptes des Institutions Sans But Lucratif (Belgique)	21
14. Le capital social	22
15. L'épargne véritable.....	25
16. Les indicateurs de bonheur et de satisfaction par rapport à la vie	25
<i>Conclusions</i>	<i>26</i>
<i>Bibliographie générale.....</i>	<i>27</i>

Annexes28

Introduction : Il n'y a pas que le PIB

Le chapitre 40 d'Action 21 (mieux connu en Belgique sous l'appellation Agenda21), un des textes fondateurs adopté à la Conférence de Rio en 1992, propose d'améliorer les systèmes d'*Information pour la prise de décision*. De nombreuses institutions - organismes officiels, centres de recherche et ONG – ont effectivement depuis lors suivi cette recommandation en proposant des indicateurs que l'on peut qualifier de développement durable. Dans cette perspective, plusieurs organisations internationales officielles ont mis au point des listes d'indicateurs de développement durable. On pense en particulier aux

- Indicateurs de la Commission de développement durable des Nations-Unies (souvent mieux connue sous son acronyme anglais : CSD – Commission of Sustainable Development)
- Indicateurs environnementaux de découplage de l'OCDE (par ex : découplage entre la croissance économique et les émissions de gaz à effet de serre)
- Indicateurs de Développement Durable d'Eurostat.

Pour donner une plus grande épaisseur à ces indicateurs de développement durable, « on assiste, depuis le (début) des années 90, à une floraison d'initiatives, émanant selon les cas de chercheurs, d'associations et d'ONG, d'institutions statistiques, ou d'organisations internationales, visant à évaluer la richesse ou le "progrès" sur la base d'indicateurs "alternatifs". Ces indicateurs remettent en question la domination politique et médiatique du PIB et de la croissance économique dans la mesure de la "richesse des nations". Ces initiatives nouvelles sont portées par des exigences de deux types, qui souvent se rejoignent : des exigences "sociales" d'une part, des exigences environnementales de l'autre. »³ On pense, par exemple, à l'indicateur de développement humain des Nations Unies ou, en Belgique, aux études du Bureau fédéral du Plan sur les comptes environnementaux ou les indicateurs de développement durable, au récent Tableau de bord de l'environnement wallon et aux travaux de l'Institut pour un Développement Durable (IDD)⁴.

D'une certaine manière, la mise au point de tous ces indicateurs prolonge les efforts entamés dès le XIX^{ème} siècle par ceux qui ont rassemblé des indicateurs « sociaux ». On pense notamment aux travaux d'Adolphe Quételet⁵ (*Recherches statistiques sur le Royaume des Pays-Bas*), Edouard Ducpétiaux (*Le paupérisme en Belgique*), Frédéric Le Play (*Les ouvriers européens*), Charles Booth (*The Aged Poor in England and Wales*), Louis René Villermé (*Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*), etc., travaux qui eux aussi émanaient de la « société civile » et s'inscrivaient déjà dans une préoccupation de réunir des informations pour comprendre et agir.

Cette note vise à présenter de manière succincte quelques travaux représentatifs de cette volonté de sortir d'un *économi(c)isme*⁶ socialement et environnementalement dommageable.

Une typologie simple

On peut regrouper ces indicateurs alternatifs de plusieurs manières différentes. On trouvera par exemple deux typologies dans le Rapport que Jean GADREY consacre aux indicateurs alternatifs⁷ où l'auteur propose sa propre typologie et où il présente celle proposée par l'OCDE⁸ pour les indicateurs synthétiques en matière environnementale. Comme cette note a une visée avant tout pédagogique, la typologie proposée ici se veut très simple et regroupe les indicateurs suivants trois axes :

→ La vision :

1. Indicateurs qui « améliorent » le PIB traditionnel par des adaptations au mode de comptabilisation (ex : Indicateur de progrès véritable) ou par des comptes satellites (ex : Comptes environnementaux élaborés pour la Belgique par le Bureau fédéral du Plan). (« *Améliorer la méthodologie du PIB* » dans les tableaux de présentation ci-après)

2. Indicateurs qui explorent – et souvent essaient de synthétiser - un autre point de vue (autre qu'économique ou strictement économique) de la société (ex : l'Indicateur de santé sociale de Marc et Marque-Luisa MIRINGOFF). Ce type d'indicateur est, une fois construit, très souvent mis en perspective avec le PIB (ou avec d'autres variables socioéconomiques). (« *Il n'y a pas que le PIB* »)

→ La « préoccupation » dominante :

1. Sociale.
2. Environnementale.

→ La méthodologie :

1. Tableau de bord (ensemble d'indicateurs supposés donner une image d'ensemble).
2. Indicateur synthétique.

NB :

- La plupart des indicateurs synthétiques sont intégrés dans ce qui est de facto un tableau de bord, soit parce qu'un indicateur synthétique est construit à partir d'indicateurs de base, qui peuvent être interprétés en eux-mêmes, soit parce que l'indicateur synthétique est conçu comme faisant partie d'un tableau de bord.
- De par leur nature, certains indicateurs sont monétaires, d'autres non.

16 Indicateurs synthétiques ou Tableaux de bord significatifs et représentatifs

Le lecteur trouvera ci-après une présentation de 16 Indicateurs synthétiques ou Tableaux de bord jugés à la fois significatifs et représentatifs du foisonnement d'initiatives pour produire des données et des analyses donnant un aperçu plus complet et plus fin de la société, ici et ailleurs.⁹ 5 des 16 indicateurs synthétiques ou tableaux de bord sont belges ; pour 7 indicateurs développés au niveau international on dispose de mesures pour la Belgique.

1. Les indicateurs synthétiques du PNUD

<i>La vision</i>	<i>Il n'y a pas que le PIB</i>
<i>La dominante</i>	<i>Sociale</i>
<i>La méthodologie</i>	<i>Indicateur synthétique</i>

« Le PNUD (Programme des Nations-Unies pour le Développement) publie depuis 1990 un "rapport annuel sur le développement humain dans le monde", où figure le célèbre et pourtant rudimentaire IDH (Indice de Développement Humain), dont la diffusion mondiale a constitué un succès spectaculaire, au-delà des pays en développement auxquels il était principalement destiné. Cet indicateur est tout simplement la moyenne de trois indicateurs permettant chacun de classer les pays sur une échelle de 0 à 1 : le PIB par habitant (exprimé en parités de pouvoir d'achat¹⁰), l'espérance de vie à la naissance, et le niveau d'instruction (mesuré par un indicateur alliant pour deux tiers le taux d'alphabétisation des adultes et pour un tiers le taux de scolarisation *tous niveaux confondus*).

Le PNUD a, par la suite, publié annuellement d'autres indicateurs synthétiques, dont nous ne retiendrons ici que l'IPF, Indicateur de Participation des Femmes à la vie économique et politique, et l'IPH, Indicateur de Pauvreté Humaine. Pour les pays développés, ce dernier tient compte de quatre critères auxquels il accorde le même poids : probabilité de décéder avant 60 ans, illettrisme, pourcentage de personnes en deçà du seuil de pauvreté, pourcentage de chômeurs de longue durée. »¹¹ Le tableau ci-après reproduit le classement des 10 premiers pays selon respectivement l'IDH, l'IPF et l'IPH.

IDH – Les 10 premiers du classement 2004

	<i>Espérance de vie à la naissance (années)</i>	<i>Taux de scolarisation (tous niveaux) (en %)</i>	<i>PIB / hab (\$ PPA)</i>	<i>rang PIB</i>	<i>IDH</i>	<i>rang IDH</i>	<i>rang IPF</i>	<i>rang IPH</i>
Norvège	78,9	98	36600	1	0,956	1	1	2
Suède	80,0	114	26050	10	0,946	2	2	1
Australie	79,1	113	28260	7	0,946	3	8	14
Canada	79,3	95	29480	5	0,943	4	10	12
Pays-Bas	78,3	99	29100	6	0,942	5	5	3
Belgique	78,7	111	27570	8	0,942	6	7	13
Islande	79,7	90	29750	4	0,941	7	6	-
Etats-Unis	77,0	92	35750	3	0,939	8	14	17
Japon	81,5	84	26940	9	0,938	9	38	10
Irlande	76,9	90	36360	2	0,936	10	16	16

Source : Rapport sur le Développement Humain, PNUD, 2004

Trois commentaires :

- Attention : ces indicateurs ne sont que des indications ; il n'y a pas de vérité absolue ni de critère absolu. Il est néanmoins significatif, par exemple, que les pays « anglo-saxons » sont en général (très) mal placés en termes de pauvreté et, comme le montre l'exemple des pays nordiques, qu'il n'y a pas opposition entre performances sociales et économiques.
- Royaume-Uni (12^{ème} au classement IDH), France (16^{ème}), Allemagne (19^{ème}) et Italie (21^{ème}), 4 membres « éminents » du G8 (le « club » des pays riches !), sont absents des 10 premiers !
- Il n'y a pas de relations « évidentes » entre les indicateurs économiques (ici le PIB / habitant) et d'autres « performances », ni entre les scores des autres performances.

Source pour le Rapport 2004 complet : <http://hdr.undp.org/reports/global/2004/francais/>

Source pour les statistiques de base et les Indicateurs synthétiques (Rapport 2004) :

http://hdr.undp.org/reports/global/2004/francais/pdf/hdr04_fr_HDI.pdf

2. L'Indicateur de santé sociale du Fordham Institute

<i>La vision</i>	<i>Il n'y a pas que le PIB</i>
<i>La dominante</i>	<i>Sociale</i>
<i>La méthodologie</i>	<i>Indicateur synthétique</i>

« En 1996, deux chercheurs américains (Marc et Marque-Luisa MIRINGOFF) ont produit et mis en débat¹² un indicateur global de "santé sociale" pour leur pays, en faisant la moyenne de 16 indicateurs disponibles, dont chacun prend des valeurs comprises entre 0 et 100. » Les indicateurs retenus sont donnés dans le tableau suivant. Ils sont regroupés en cinq catégories.

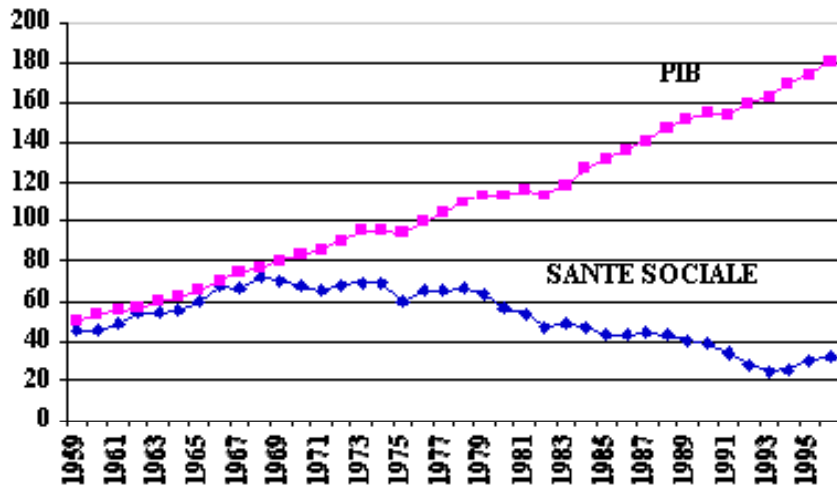
Indicateurs retenus pour calculer l'Indicateur de santé sociale.

Enfants	Jeunes	Adultes	Agé(e)s	Tous les âges
Mortalité infantile	Suicide des jeunes	Chômage	Pauvreté des plus de 65 ans	Délits violents
Maltraitance des enfants	Usage de drogues	Salaires hebdomadaires moyens	Espérance de vie à 65 ans	Accidents de la route mortels liés à l'alcool
Pauvreté infantile	Abandons d'études universitaires	Couverture par l'assurance maladie		Accès à un logement à un prix abordable
	Mères adolescentes			Inégalités de revenu

« C'est une sorte de résumé des grands problèmes sociaux contemporains, vus par ces chercheurs en tenant compte de la présence de ces questions dans le débat public américain. Cet indicateur a acquis une certaine notoriété, en Amérique du Nord et ailleurs, à partir de la pu-

blication, en 1996, dans le magazine *Challenge*, d'un graphique assez saisissant présentant simultanément la courbe de la croissance économique (celle du PIB, Produit Intérieur Brut) et celle de cet indice de santé sociale depuis 1959, avec un décrochage spectaculaire des deux indices à partir de 1973-74. »¹³ La comparaison avec l'évolution du PIB est effectivement interpellante.

L'indice de santé sociale et PIB – USA 1959-1996



PIB base 50 en 1959, valeurs de l'ISS comprises par construction entre 0 et 100

3. L'Indicateur d'insécurité sociale de l'Institut pour un Développement Durable

La vision	Il n'y a pas que le PIB
La dominante	Sociale
La méthodologie	Indicateur synthétique

En décembre 2003, l'Institut pour un Développement Durable (IDD) a rendu public un Indicateur d'insécurité sociale, notamment pour '(re)mettre à leur (juste) place' des indicateurs comme le PIB. Cet indicateur – construit pour la période 1990-2002 – est composé de plusieurs indicateurs représentatifs de quatre problématiques socioéconomiques qui ont reçu une attention certaine au cours des dernières années : 1° la situation difficile sur le marché du travail, 2° les inégalités de revenus, 3° le poids de l'endettement et 4° les difficultés rencontrées en matière de consommations essentielles, individuelles et collectives (par ex : la santé). Tenant compte, pour l'essentiel, des disponibilités statistiques, les séries suivantes ont été choisies pour construire l'Indicateur d'insécurité sociale. Il y a 10 indicateurs de base (repris en gras dans l'encadré ci-après), certains d'entre eux étant déjà une synthèse d'indicateurs partiels.¹⁴

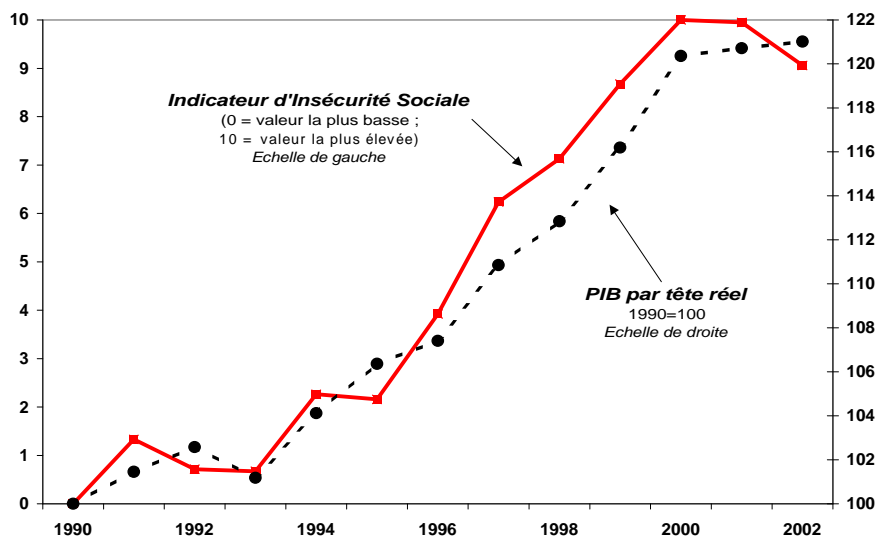
Liste des indicateurs synthétisés dans l'Indicateur d'insécurité sociale de l'IDD

LE MARCHÉ DU TRAVAIL	
1. Le nombre de chômeurs	
1.1.	La somme des chômeurs complets inoccupés et des chômeurs âgés
1.2.	La somme des chômeurs âgés et des jeunes chômeurs (indemnisés ou non).
2. La flexibilité des salariés	
2.1.	La proportion de salariés à temps réduit.
2.2.	La proportion de salariés en emploi temporaire
2.3.	Le nombre d'intérimaires mis au travail.

LES REVENUS	
3.	Le salaire minimum garanti en % du salaire brut moyen
4.	L'allocation de chômage d'un(e) cohabitant(e) – première année de chômage – en pourcentage du revenu disponible moyen par personne
5.	Les écarts entre niveaux de revenus imposables
L'ENDETTEMENT	
6.	L'évolution du rapport entre la charge mensuelle d'un emprunt hypothécaire et le revenu d'un ménage type
7.	Le poids de l'endettement des ménages
LES CONSOMMATIONS ESSENTIELLES	
8.	Les dépenses de santé à charge des ménages en pourcentage du revenu disponible
9.	L'évolution du prix de l'eau et de l'énergie par rapport à l'évolution du revenu disponible d'un ménage type
10.	Les investissements – mesurés en pourcentage du PIB – en matière de fonctions collectives (administration publique, éducation, santé)

Une fois normalisés (entre 0 et 10), ces indicateurs 'partiels' sont agrégés en un indicateur synthétique, reproduit ci-dessous, en même temps que l'évolution du PIB (à prix constants) par tête.

**Indicateur d'Insécurité Sociale de l'IDD et PIB par tête
Belgique – 1990 > 2002**



L'insécurité sociale – telle que mesurée ici – a augmenté, avec l'une ou l'autre pause, tout au long des années 90 pour se stabiliser au début des années 2000. Cet indicateur – qui est macro-économique et macro-social – confirme en quelque sorte à un niveau agrégé tout ce qu'on peut trouver comme indicateurs partiels et témoignages dispersés dans de multiples études au champ d'observation plus restreint. Deuxième observation : cette montée de l'insécurité sociale prend place pendant une période (1990-2002) où le revenu par tête (mesuré ici par le PIB par tête) a augmenté de 21%. A quoi sert dès lors la croissance économique si c'est pour avoir, en finale, plus d'insécurité sociale ?

NB : Un indicateur français de même nature – le BIP40 – a été récemment actualisé et doté d'un site renouvelé (voir le site : <http://www.bip40.org/fr/>).

4. L'Indicateur de bien-être économique

La vision	Il n'y a pas que le PIB
La dominante	Sociale
La méthodologie	Indicateur synthétique

« L'indice de bien-être économique des canadiens OSBERG et SHARPE est également une initiative prometteuse, notamment parce qu'il articule les bases de la comptabilité nationale et celles de certaines statistiques sociales. Son principe consiste à faire la moyenne de quatre indicateurs composants, eux-mêmes synthétiques, portant respectivement sur 1° les flux de consommation au sens large, 2° les stocks de richesses (économique, humaine et environnementale), 3° les inégalités et la pauvreté économiques et 4° l'insécurité économique (dimension très originale tenant compte des risques économiques liés au chômage, à la maladie, à la vieillesse, et ceux des familles monoparentales).

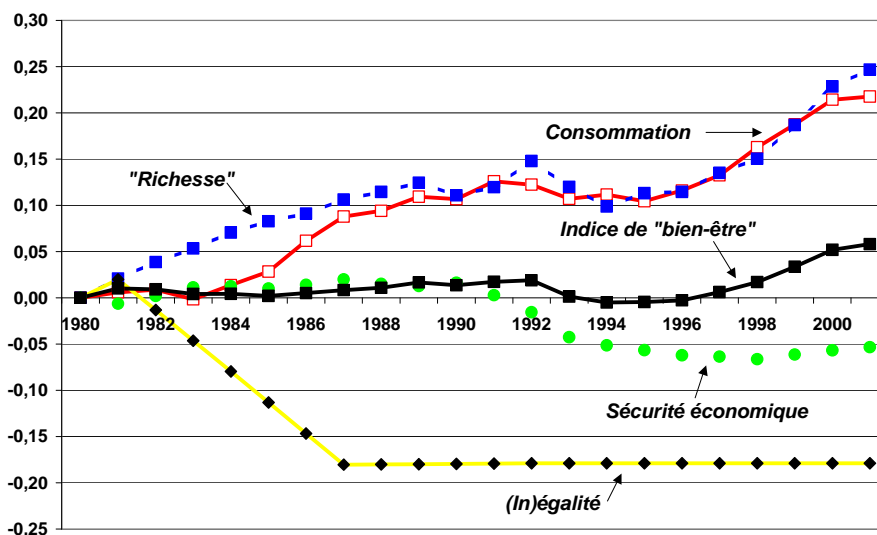
Les dimensions économiques et sociales y jouent un rôle très important, nettement plus que les questions environnementales. Mais comme cette construction est très transparente, rien n'empêche, après débat, de choisir d'autres pondérations. Ces chercheurs ont pu appliquer leur méthode à divers pays de l'OCDE (...). »¹⁵ Pour illustrer la richesse de ses travaux et de leurs lectures possibles, on reproduit ci-après trois graphiques. Le 1^{er} reproduit l'évolution des 4 composants essentielles de cet indicateur pour la Suède. Le 2^{ème} compare l'évolution du sous-indicateur « sécurité économique » pour trois pays européens. Enfin, le dernier graphique compare, pour le Royaume-Uni l'évolution cumulée de l'indice de bien-être économique et du PIB par tête.

Pour en savoir plus : Voir le site consacré à « Index of economic well-being » (<http://www.csls.ca/iwb.asp>)

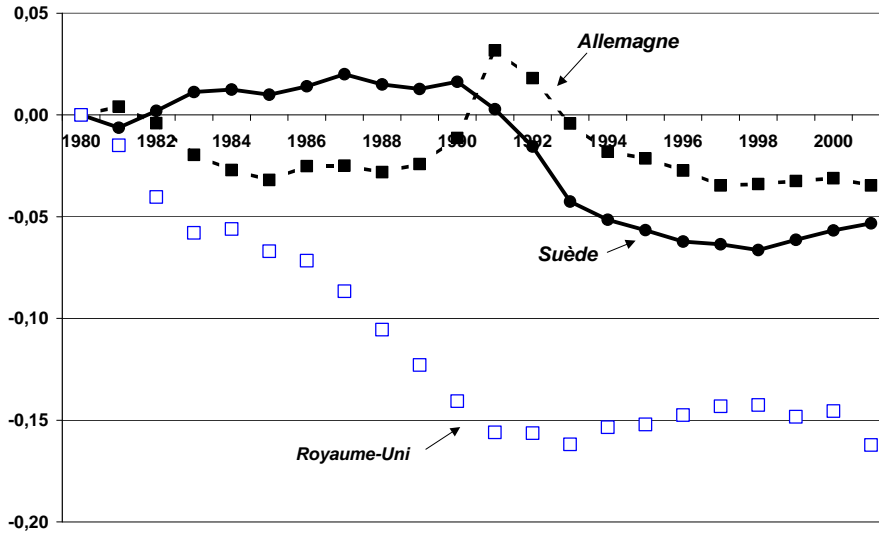
Bien que l'Indicateur de bien-être économique ne soit pas calculé pour la Belgique, le lecteur intéressé trouvera à l'adresse suivante une partie des séries composantes de cet indicateur pour la Belgique. Pour y arriver : <http://www.csls.ca/iwb/oced.asp>, puis cliquez sur « Current data for OECD countries » pour ouvrir le Fichier Excel. Une fois celui-ci ouvert, consulter les pages A1 et suivantes.

Attention : beaucoup de séries ont été profondément remaniées en août 2004 !

L'indicateur de bien-être économique pour la Suède Variations cumulées depuis 1980

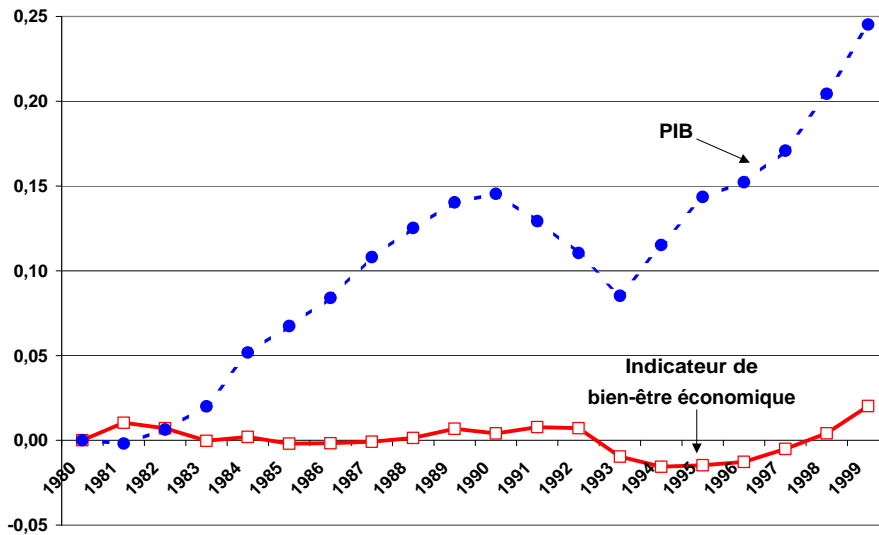


Evolution de la Sécurité économique – Trois « politiques » différentes
Variations cumulées par rapport au niveau de 1980



NB : Les indicateurs de sécurité économique sont : le risque financier lié au chômage, le risque financier lié à la maladie, le risque de pauvreté pour les familles monoparentales et le risque de pauvreté pour les personnes âgées.

Indicateur de bien-être économique et PIB - Le cas du Royaume-Uni
Variations cumulées par rapport au niveau de 1980



5. Le Genuine Progress Indicator (GPI - Indicateur de Progrès Véritable)

La vision	Améliorer la méthodologie du PIB
La dominante	Sociale / Environnementale
La méthodologie	Indicateur synthétique

« En 1987, la Commission mondiale pour l'environnement et le développement, dite Commission Brundtland (du nom de sa présidente), a donné une définition du développement durable, aujourd'hui largement citée, mais qui manque de précision : c'est un développement "qui permet à toutes les populations vivant actuellement sur Terre de satisfaire leurs besoins sans compromettre les possibilités des générations futures." Pour préciser le contenu de cette idée,

la tendance qui se dessine internationalement consiste à prendre en compte les dimensions économiques, environnementales et sociales de la "durabilité". C'est ce que reflètent les multiples indicateurs synthétiques de développement durable qui ont été produits depuis une dizaine d'années sous des appellations diverses ("PIB vert", indices de bien-être durable, "tableau de bord" ou "Dashboard" du développement durable), et par des acteurs eux-mêmes multiples (ONG comme Friends of the Earth, fondations, instituts nationaux de l'environnement...). La méthode d'agrégation retenue est la monétarisation des variables composantes ou la construction d'un indicateur synthétique après « transformation » des séries.

Un bon exemple d'indicateur de ce type, construit avec un souci de réflexion approfondie sur la méthode, est le GPI (Genuine Progress Indicator, ou Indicateur de progrès véritable), que propose depuis 1995 un institut californien (Redefining Progress) en pointe sur les questions d'environnement. La méthode (...) consiste à partir de la mesure traditionnelle de la consommation des ménages. On y ajoute diverses contributions à la "vraie" richesse et au bien-être (par exemple l'activité bénévole, le travail domestique). Puis on soustrait la valeur estimée des "richesses perdues", notamment naturelles (destruction de la couche d'ozone, autres dommages à l'environnement, destruction de ressources non renouvelables), mais aussi sociales (coût social du chômage, des délits, des accidents de la route, progression des inégalités). Dans cette "comptabilité nationale élargie", on évalue (tant bien que mal) en unités monétaires tous ces effets ajoutés ou retranchés, par exemple la valeur (ajoutée) du travail bénévole, la valeur (perdue) liée aux dommages à l'environnement, etc. »¹⁶ Le tableau suivant donne, pour 2002, quelques grandeurs intéressantes.

**Présentation simplifiée du calcul du GPI
Etats-Unis – 2002 – milliards de US\$- prix de 1996**

Consommation personnelle	6.576
Consommation personnelle ajustée pour les inégalités	5.523
Evaluation du travail ménager, parental et bénévolat	+ 2.228
Services rendus par les biens de consommation durables et les routes/rues	+ 963
Coût des biens de consommation durables	- 1.000
Coûts sociaux*	- 1.271
Coûts environnementaux**	- 3.937
Investissements nets	+ 523
Emprunt net à l'étranger	- 307
Indicateur de progrès véritable	2.720

*crime, sous-emploi, temps perdu pour aller au travail, divorces, accidents automobiles...

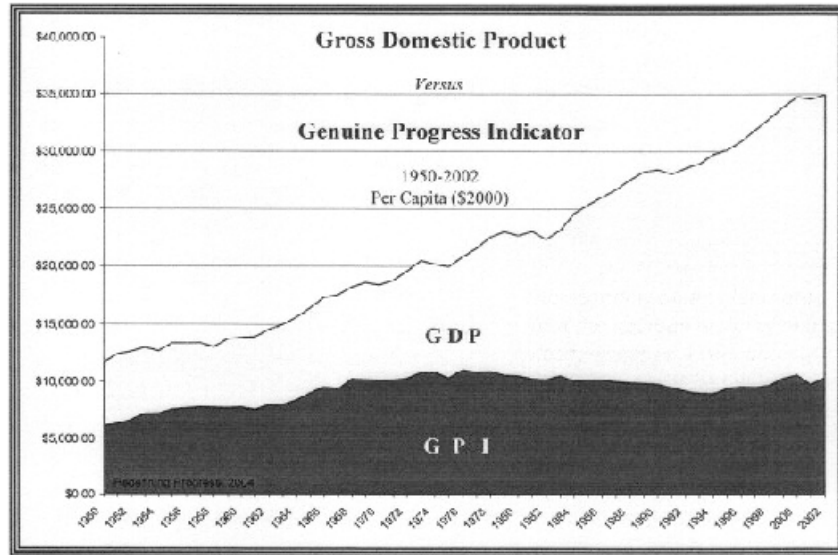
** pollution des eaux, nuisances sonores, atteintes à la couche d'ozone...

Le graphique suivant reproduit, toujours pour les Etats-Unis, l'évolution de 1950 à 2002 du GPI par tête et du PNB par tête. La comparaison de l'évolution de ces deux évaluations n'est pas moins spectaculaire que pour les indicateurs précédents. Alors que la richesse économique brute (le PIB) par personne a plus que triplé en cinquante ans, la richesse économique, sociale et écologique nette (le GPI) par personne a progressé beaucoup moins ; toute la hausse est acquise avant 1975 ; le niveau de 2002 est environ égal à celui observé au milieu des années 70.

Source : GPI – Redefining Progress (<http://www.rprogress.org/projects/gpi/>)

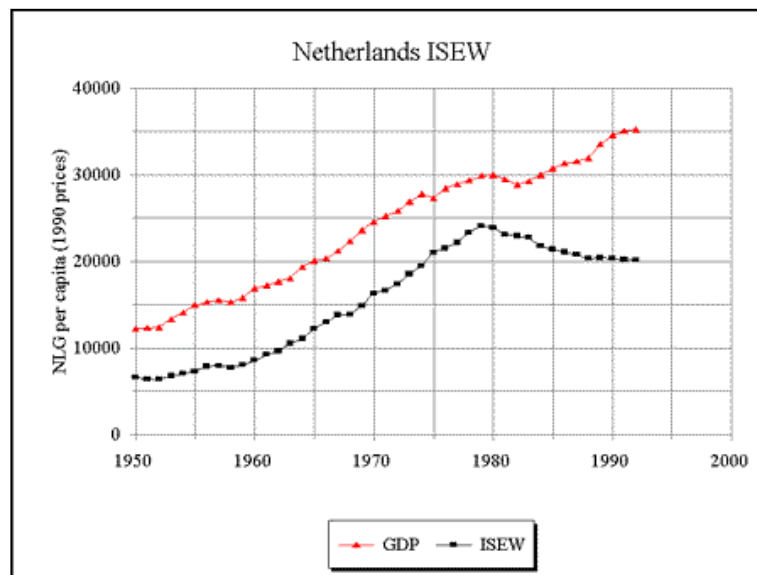
NB : En mars 2004, le Center for Environmental Strategy (Université du Surrey, Royaume-Uni) a publié un nouvel indicateur – le MDP (Measure of Domestic Progress) – qui s'inspire largement de la démarche du GPI¹⁷ (voir le site : <http://www.surrey.ac.uk/eng/ces/research/projee.htm#mdp>)

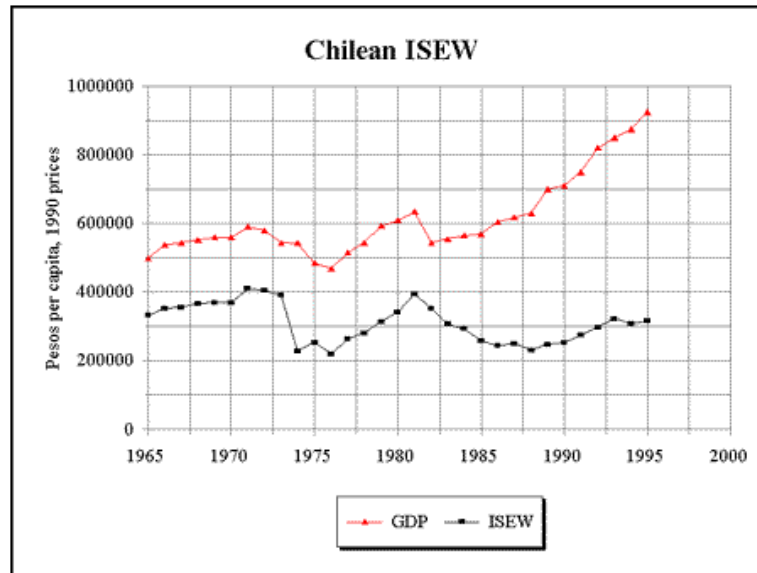
GPI et PNB par tête – Etats-Unis – US\$ - prix de 2000



Il est à noter que le GPI découle en fait de l'ISEW (Index of Sustainable Economic Welfare – Indicateur de bien-être économique durable), ardemment soutenu par les Amis de la Terre (surtout du Royaume-Uni). Les corrections apportées au PIB sont quasiment les mêmes. Une spécificité de cet indicateur : une partie des dépenses collectives personnelles de santé et d'éducation est ajoutée à la consommation privée personnelle. A titre d'illustration, on trouvera ci-après l'évolution de l'ISEW et du PIB pour les Pays-Bas. Comme c'est un des rares indices synthétiques complexes qui a été calculé pour un pays du Sud, on a aussi reproduit ci-dessous le graphique pour le Chili. Nord et Sud, même impasses ?

Indicateur de bien-être économique durable et PIB pour les Pays-Bas et le Chili





Source (graphiques) : http://www.foe.co.uk/campaigns/sustainable_development/progress/international.html

6. L'Indice de bien-être des Nations

La vision	Il n'y a pas que le PIB
La dominante	Sociale / Environnementale
La méthodologie	Indicateur synthétique

L'Indice de bien-être des Nations, mis au point par Robert PRESCOTT-ALLEN, combine deux indices de base : un Indice de bien-être humain et un Indice de bien-être de l'écosystème. L'Indice de bien-être est la moyenne simple de ces deux indices.

L'Indice de bien-être humain combine 36 indicateurs relatifs à la santé publique, à la population, à la richesse, à l'éducation, à la communication, aux libertés, à la paix, à la criminalité et à l'égalité pour former un Indice du bien-être humain. Quant à l'Indice de bien-être de l'écosystème il combine 51 indicateurs relatifs à la diversité des terres, à la protection des zones géographiques, à la qualité des terres, à la qualité de l'eau, à la disponibilité en eau, à la pollution de l'atmosphère, à la qualité locale de l'air, à la diversité des espèces vivantes, à la diversité génétique, à la consommation de l'énergie et à la pression sur les ressources. Ces deux indices sont ensuite agrégés pour former un Indice du bien-être et un Indice du bien-être / stress qui mesure l'importance de la menace que le développement de chaque pays fait peser sur l'environnement.

A titre illustratif, le tableau suivant reproduit les principaux résultats pour les pays de l'Europe des 15 et les Etats-Unis.

L'Indice de bien-être pour l'Europe des 15 et les Etats-Unis

Rang	Pays	Indice de bien-être global	Indice de bien-être humain	Indice de bien-être écologique
1	Suède	64,0	79	49
2	Finlande	62,5	81	44
5	Autriche	61,0	80	42
12	Allemagne	56,5	77	36
13	Danemark	56,0	81	31
17	Irlande	54,0	76	32
27	Etats-Unis	52,0	73	31
28	Italie	52,0	74	30

29	France	52,0	75	29
30	Grèce	51,5	70	33
32	Portugal	51,5	72	31
33	Royaume-Uni	51,5	73	30
34	Belgique	51,5	80	23
37	Luxembourg	50,5	77	24
38	Pays-Bas	50,0	78	22
61	Espagne	46,5	73	20

D'une manière générale, les résultats pour l'ensemble des 180 pays classés indiquent un certain « trade-off » entre les performances 'sociales' et les performances 'écologiques' (même si certains pays ont un double score faible ou médiocre). C'est donc bien la soutenabilité des systèmes socioéconomiques des pays développés qui est en cause.

Voir les adresses suivantes pour plus d'informations :

- http://web.idrc.ca/fr/ev-9433-201-1-DO_TOPIC.html
- http://www.iucn.org/info_and_news/press/wbon.html

7. L'Environmental Sustainability Index (ESI - Indice de soutenabilité environnementale)

<i>La vision</i>	<i>Il n'y a pas que le PIB</i>
<i>La dominante</i>	<i>Environnementale</i>
<i>La méthodologie</i>	<i>Indicateur synthétique</i>

La 'Global Leaders of Tomorrow Environment Task Force' du World Economic Forum (organisateur principal des sommets économiques mondiaux de Davos) a rendu public en 2002 un Indice de soutenabilité environnementale pour 142 pays. Cet indice, qui avait déjà été publié en 2001 sous une forme non directement comparable, est supposé mesurer la progression vers la soutenabilité environnementale sur base de 20 indicateurs de base, chacun d'entre eux combinant de 2 à 8 variables. L'indice propose aussi 5 sous-indices relatifs à :

- l'état de l'écosystème
- la réduction des pressions
- la réduction de la vulnérabilité humaine
- la capacité sociale et institutionnelle
- la gouvernance globale.

Voici les éléments essentiels qui permettent de comprendre cet indicateur.

Composants, logique, indicateurs et variables de l'Indice de soutenabilité environnementale

Les 5 sous-indices	La logique : un pays est écologiquement soutenable	Indicateurs	Variables (exemples)
Les systèmes environnementaux	::: dans la mesure où ces systèmes écologiques sont en bon état et qu'ils tendent plutôt à s'améliorer	Qualité de l'air Quantité d'eau Qualité de l'eau Biodiversité Terre et sols	Concentrations SO ₂ , NO ₂ Ressources internes en eau Concentration en phosphates % de mammifères menacés % du territoire à haut impact > environnement
Réduction des pressions environnementales	...si les pressions d'origine humaine sont suffisamment basses pour ne pas induire de dommages marqués	Pollution de l'air Pollution de l'eau Pressions sur les écosystèmes Déchets Population	Emissions de COV, nombre de voitures Pesticides par ha Evolution des forêts Empreinte écologique Evolution prévue de la population < 2050
Réduction de la vulnérabilité humaine	... dans la mesure où ses habitants et systèmes sociaux ne sont pas vulnérables par rapport à des dommages	Subsistance de base Santé environnementale	% de personnes insuffisamment alimentées Décès d'enfants liés à des causes respiratoires

	environnementaux		
Capacité sociale et environnementale	... s'il dispose d'institutions et de compétences, attitudes et réseaux pour promouvoir des réponses efficaces aux défis environnementaux	Science et technologie Capacité de débats Gouvernance environnementale 'Réponse' du secteur privé Eco efficacité	Durée moyenne d'éducation Nombre d'associations % du territoire protégé, prix relatif des carburants % de firmes certifiées ISO14001 Efficacité énergétique
Gouvernance globale	... s'il coopère internationalement pour gérer ensemble les défis écologiques globaux et réduit les pollutions transfrontières	Participation à des initiatives environnementales Emissions de gaz à effet de serre Pollutions et pressions transfrontières	Niveau de participation à divers traités (Montréal, Kyoto...) Emissions de CO2 par tête Prises de pêche totale, exportations de SO2

A titre illustratif, le tableau suivant reproduit les principaux résultats pour les pays de l'Europe des 15 et les Etats-Unis. La place de la Belgique n'est pas brillante. Dernière des pays de l'Europe des 15 (hors Luxembourg), 125^{ème} rang au niveau mondial sur 142 pays classés !

**L'Indice de soutenabilité environnementale
pour l'Europe des 15 (hors Luxembourg) et les Etats-Unis**

Rang	Pays	Indicateur ESI
1	Finlande	73,9
3	Suède	72,6
7	Autriche	64,2
28	Portugal	57,1
31	Danemark	56,2
33	France	55,5
34	Pays-Bas	55,4
37	Irlande	54,8
44	Espagne	54,1
45	<i>Etats-Unis</i>	53,2
50	Allemagne	52,5
60	Grèce	50,9
84	Italie	47,2
91	Royaume-Uni	46,1
125	Belgique	39,1

Pour plus d'informations (méthodologie, données, comparaisons, corrélations, graphiques...) voir le site très complet : <http://www.ciesin.columbia.edu/indicators/ESI/>

8. L'empreinte écologique

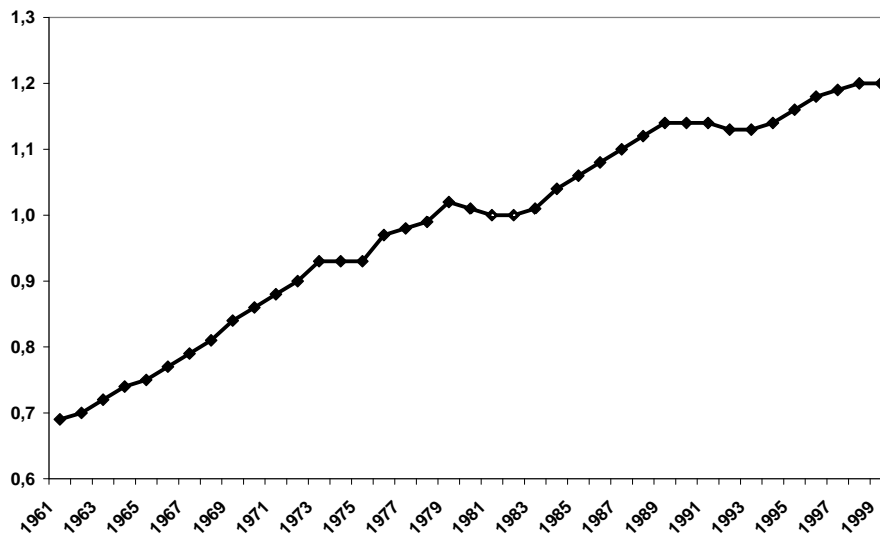
La vision	<i>Il n'y a pas que le PIB</i>
La dominante	<i>Environnementale</i>
La méthodologie	<i>Indicateur synthétique</i>

« L'empreinte écologique est un indicateur qui mesure l'espace dont un individu ou une population (ville, pays) a besoin pour soutenir son mode de consommation ou son style de vie. Il donne des indications sur l'écart entre l'utilisation actuelle de l'environnement et les ressources potentielles que la Terre en tant que *système de production biologique* est en mesure de produire. Le concept prend en compte, non seulement l'utilisation *directe* de l'espace pour les besoins de la production agricole, de l'élevage, de la production forestière et des infrastructures, mais aussi une espèce d'utilisation *indirecte*. Ainsi, la consommation d'énergie est convertie en un certain nombre d'hectares correspondant à la surface boisée nécessaire pour absorber les émissions de dioxyde de carbone correspondant à cette consommation ou, selon un autre mode de calcul, en hectares de biomasse fournissant l'équivalent renouvelable de l'énergie provenant de combustibles fossiles. »¹⁸

Un exemple d'empreinte écologique : la consommation de coton en Grande-Bretagne¹⁹

Les 58 millions de britanniques consomment environ 1.160.000 tonnes de coton brut par an, ce qui correspond à la production de 1.450.000 ha de terres à rendement moyen (800 Kg/ha) telles qu'on les trouve en Afrique. Ces 1.450.000 ha de terres produisant du coton pour le consommateur britannique représentent 22% de la superficie totale des terres agricoles en Grande-Bretagne. Autrement dit, si les britanniques devaient compter sur leurs propres ressources écologiques pour produire le coton qu'ils consomment et à supposer que leur climat et leur sol permettent un rendement équivalent au rendement africain, ils devraient consacrer 22% de la surface cultivée en Grande-Bretagne à cette seule spéculation.

Le WWF s'est fait un ardent défenseur de ce concept et a produit une estimation sur presque une quarantaine d'années de l'empreinte écologique mondiale. Le graphique ci-après indique que le seuil d'une planète aurait été franchi au début des années 80 déjà !

Empreinte écologique mondiale (nombre de planètes)

Source : WWF

Pour en savoir plus voir

- le Rapport « Planète vivante » du WWF à l'adresse : <http://www.wwf.fr/pdf/planetviv02.pdf>
- IDD, « Un indicateur synthétique : l'empreinte écologique », Indicateurs pour un Développement Durable, n° 99-4, septembre-octobre 1999, disponible sur le site <http://www.iddweb.be/>
- une brochure de vulgarisation à l'adresse : http://www.fnh.org/francais/fnh/uicn/pdf/smdd_economie_conserv.pdf.

Plus encore que pour d'autres indicateurs, il est bien évident que les résultats dépendent ici étroitement des conventions adoptées et des méthodes de calcul. C'est ainsi, par exemple, que « Ecological Footprints of Nations » estimait qu'en 1997 l'empreinte écologique totale de la planète excédait de 35% environ la « surface » disponible, soit une estimation plus élevée que celle du WWF pour la même année. Le tableau ci-après reproduit une partie des résultats.

L'empreinte écologique de quelques pays - 1997

	Population	Empreinte écologique ha / personne	Superficie disponible ha / personne	Déficit ha / personne
Bengladesh	125.898.000	0,5	0,3	- 0,2
Belgique	10.174.000	5,0	1,3	- 3,7
Brésil	167.046.000	3,1	6,7	+ 3,6
Chine	1.247.315.000	1,2	0,8	- 0,4
Etats-Unis	268.189.000	10,3	6,7	- 3,6
Norvège	4.375.000	6,2	6,3	+ 0,1
Monde	5.892.480.000	2,8	2,1	- 0,7

Pour les résultats détaillés, voir : <http://www.ecouncil.ac.cr/rio/focus/report/english/footprint/ranking.htm>

Pour tous les détails sur la méthodologie, voir : <http://www.ecouncil.ac.cr/rio/focus/report/english/footprint/>

9. Le Tableau de bord de l'environnement wallon

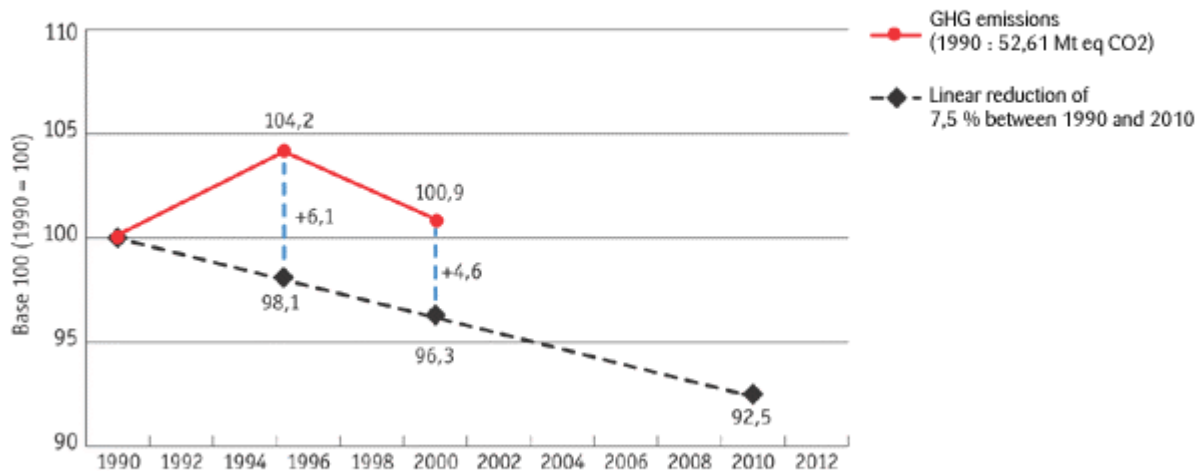
La vision	Il n'y a pas que le PIB
La dominante	Environnementale
La méthodologie	Tableau de bord

La Région wallonne produit et actualise régulièrement un tableau de Bord de l'Environnement wallon permettant un suivi des principaux problèmes environnementaux et des effets des politiques mises en place. Les progrès statistiques en quelques années sont remarquables. Le lecteur trouvera ci-après, à titre d'illustration, quelques graphiques significatifs de ce tableau de bord (les intertitres sont ceux du Tableau de bord lui-même).

|| Pour la liste complète des indicateurs : http://environnement.wallonie.be/eew/tbe_indicateurs.asp?m=M3

AIR : UNE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS À POURSUIVRE

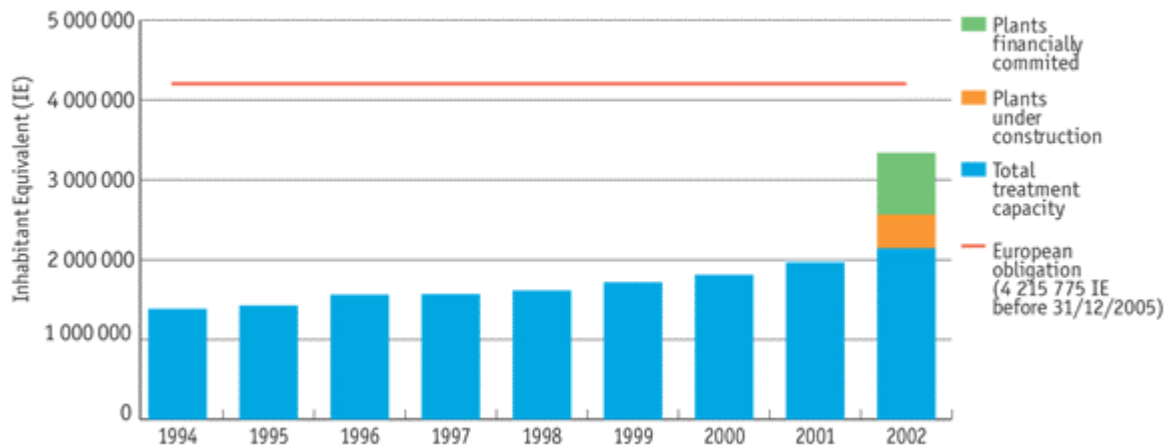
Emissions of greenhouse gases (GHG) in the Walloon Region compared to the objective of the Kyoto Protocol for Belgium



Source : MRW - DGRNE - DPA - Cellule Air (emissions estimated according to IPCC, EMEP/CORINAIR, COPERT III methodologies or specific Walloon studies). GHG emissions related to biomass and international air transport excluded

EAU : INONDATIONS, AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ ET EFFORTS D'ÉPURATION

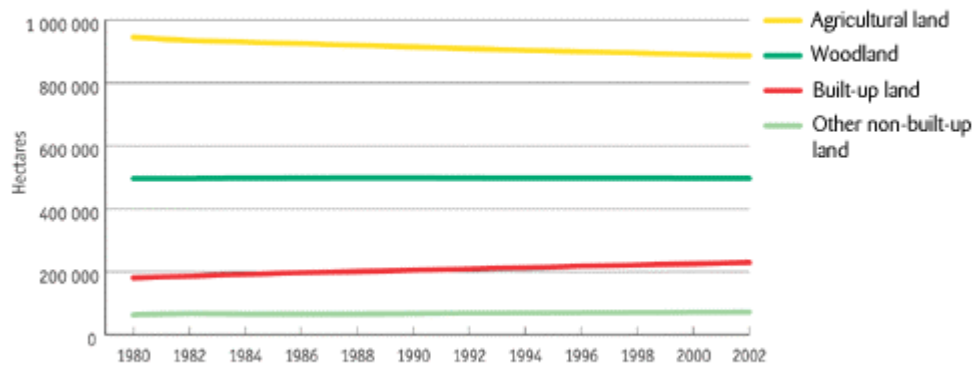
Total treatment capacity of waste waters from urban areas (≥ 2000 IE) in the Walloon Region (1994-2002), compared to European obligations (91/271/CEE)



Source : SPGE, MRW - DGRNE - DE - Direction des Eaux de Surface

OCCUPATION DU TERRITOIRE : UN TERRITOIRE EXIGU SOUMIS À FORTE PRESSION

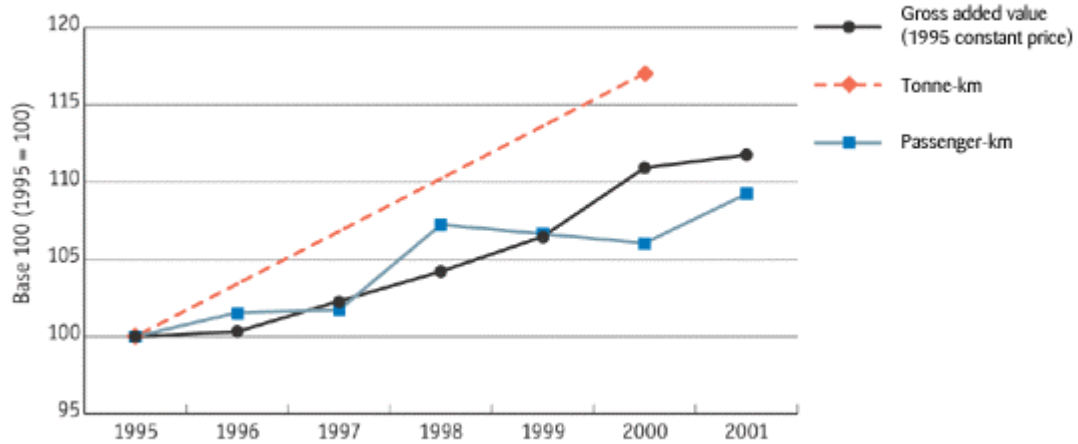
Surfaces of the main land occupations in Walloon Region (1980-2002)



Source : Conférence Permanente du Développement Territorial (CPDT)

TRANSPORTS : DE GROS EFFORTS À RÉALISER

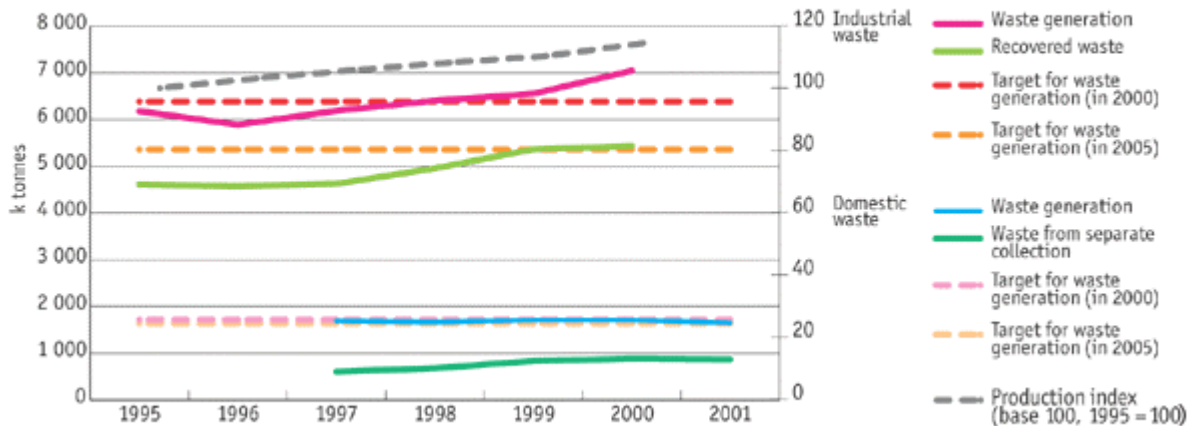
Indices of transport demand and economic activity in the Walloon Region (1995 – 2001)



Sources : INR-ICN ; MVI- MCI ; NMBS-SNCB ; MET - D112 and MET - D212

DÉCHETS : AUGMENTATION DES QUANTITÉS MAIS AMÉLIORATION DE LA GESTION

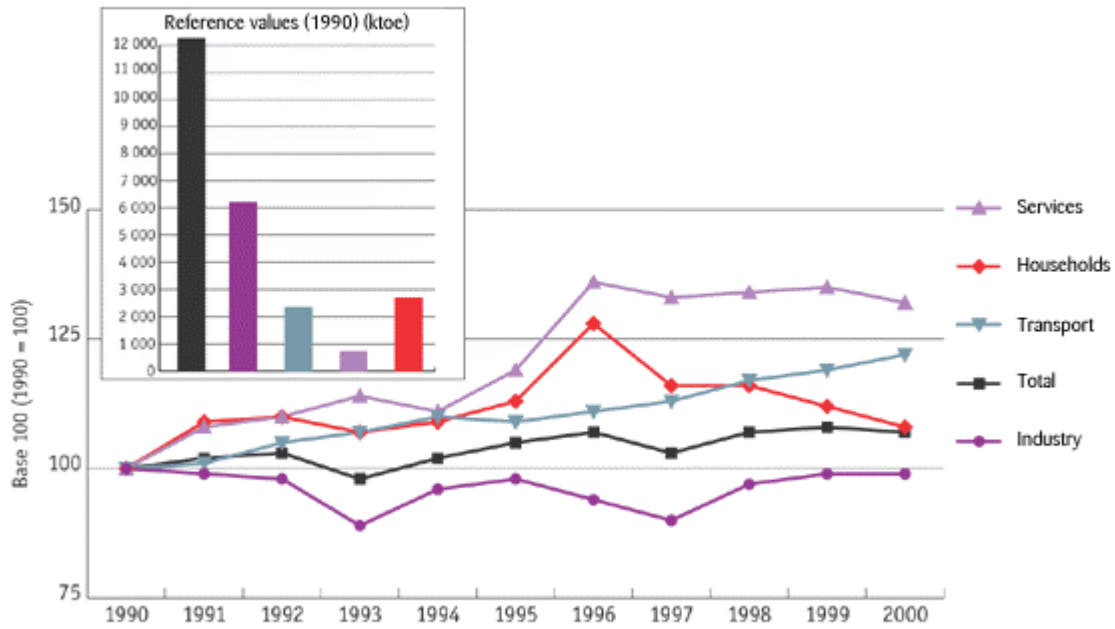
Industrial and domestic waste generation and recovery or separate collection in the Walloon Region, compared to the political targets and production index



Sources : MRW – DGRNE – DCE et OWD – Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets

ENERGIE : CONSOMMATION DE PLUS EN PLUS ÉLEVÉE ET DÉPENDANCE PRESQUE TOTALE POUR L'APPROVISIONNEMENT EN COMBUSTIBLES

Sectorial evolution of the final energy consumption in the Walloon Region (1990-2000)



Source : MRW - DGTRE

Source : <http://environnement.wallonie.be/eew/>

On signalera aussi

- les excellentes publications de OCDE, « Données OCDE sur l'environnement – Compendium 2002 » et « Les indicateurs clés d'environnement de l'OCDE – 2004 » (Source : <http://www.oecd.org/dataoecd/33/0/31558903.pdf>)
- Le portail « Indicators » de l'Agence Européenne de l'Environnement à l'adresse : http://themes.eea.eu.int/indicators/all_indicators_box

10. Les Indicateurs européens d'inclusion sociale (Indicateurs de Laeken)

La vision	Il n'y a pas que le PIB
La dominante	Sociale
La méthodologie	Tableau de bord

Au Sommet européen de Laeken de décembre 2001, le Conseil s'est mis d'accord sur une liste (commune) de 18 indicateurs en matière de pauvreté et d'exclusion sociale. Ces indicateurs avaient et ont encore comme objectif de « permettre aux Etats membres et à la Commission d'une part de surveiller les progrès réalisés dans la recherche de l'objectif fixé par le Conseil européen de Lisbonne²⁰, qui consiste à donner un élan décisif à l'élimination de la pauvreté d'ici 2010, et d'autre part de favoriser une meilleure compréhension de la pauvreté et de l'exclusion dans le contexte européen, et de repérer et d'échanger les meilleures pratiques. »²¹ Notons que la liste des indicateurs a été quelque peu remaniée par une décision du Comité (européen) de Protection sociale en juillet 2003.

Dans le cadre de ce processus, tous les États membres ont soumis leurs deuxièmes Plans d'action nationaux contre la pauvreté et l'exclusion sociale (PAN/inclusion) en juillet 2003 en réponse aux objectifs communs sur la pauvreté et l'exclusion sociale qui ont été revus en décembre 2002. La mise en commun de tous ces plans et autres rapports a donné lieu à un Rapport conjoint de la Commission et du Conseil sur l'Inclusion sociale, rapport approuvé par le Conseil 'Affaires sociales' le 4 mars 2004.

Le texte du 2^{ème} « Plan d'action national belge Inclusion sociale 2003-2005 » se trouve à l'adresse suivante : http://europa.eu.int/comm/employment_social/news/2001/jun/napincl_2003_belgium_fr.pdf
Le Rapport conjoint est disponible à l'adresse : http://europa.eu.int/comm/employment_social/soc-prot/soc-incl/final_joint_inclusion_report_2003_fr.pdf.

Cette démarche européenne s'accompagne, comme déjà indiqué, d'un important travail pour élaborer et calculer des indicateurs pertinents. Chaque pays est amené à contribuer à l'effort collectif de construire un jeu d'indicateurs comparables au niveau européen. Le plus récents tableaux statistiques datent de fin 2003. A titre d'illustration, on trouvera quelques statistiques belges pour les années les plus récentes dans le tableau ci-après. Notons encore que la Belgique, comme d'autres pays, a publié dans le cadre de son 2^{ème} Plan d'action un document sobriement appelé « Indicateurs » qui va bien au-delà du système d'indicateurs communs.

Les Indicateurs de Laeken :
Liste des indicateurs et quelques résultats pour la Belgique

N°	Indicateur	Détail par âge	Détail par genre	Belgique (donnée la plus récente)
1	% des personnes en risque de pauvreté – population globale de 16 ans et plus – seuil : moins de 60% du revenu médian ----- Population globale	oui	oui	- 16 ans et + : 14% - hommes : 12% - femmes : 15% ----- - population globale : 13%
1a	par type de ménage (toute la population)	oui	oui	<u>Exemples</u> : - ménages sans enfants : 16% - avec enfants : 11% - femmes seules : 26%
1b	en fonction de la quantité de travail (tous les ménages)	non	non	<u>Exemple</u> : ménages avec enfants dépendants ayant travaillé moins d'un mi-temps = 36%
1c	en fonction du statut socioprofessionnel (toute la population)	oui	oui	<u>Exemples</u> : - chômeurs : 32% - indépendants : 11%
1d	en fonction du statut propriétaire / locataire (toute la population)	oui	oui	- propriétaires : 10% - locataires : 28%
2	Valeur du seuil de pauvreté (60% du revenu médian)	-	-	- personne seule : 9.286 €/an - 2 adultes, 2 enfants : 19.501 €/an
3	Distribution des revenus : rapport 5 ^{ème} quintile / 1 ^{er} quintile	non	non	4
4	% de pauvreté « durable »	oui	oui	7%
5	Ecart du revenu médian des personnes en risque de pauvreté par rapport au seuil de référence (en % du seuil)	oui	oui	15%
6	Cohésion régionale (mesurée par le coefficient de variation régionale des taux de chômage)	non	oui	
7	Chômage de long terme (en% de la population active)	oui	oui	3,5%
8a	% des enfants qui vivent dans des ménages sans emploi	non	non	13,8%
8b	personnes de 18 à 59 ans vivant dans des ménages sans emploi en % de la population totale du même âge	non	oui	14,2%
9	% des jeunes de 18 à 24 qui ne sont pas allés plus loin que le secondaire inférieur (et qui ne suivent pas des études ni une formation)	non	oui	12,4%
10	Espérance de vie à 0, 1 et 60 ans	non	oui	À la naissance : 78,1 années
11	% des personnes (des 1 ^{er} et 5 ^{ème} quintiles) qui se déclarent en (très) mauvais état de santé	oui	oui	- 1 ^{er} quintile : 9% - 5 ^{ème} quintile : 3%
12	Dispersion autour du risque de pauvreté = évolution du taux de pauvreté en fonction du seuil de référence	oui	oui	Taux de pauvreté si seuil = - 40% du revenu médian : 2% - 60% du revenu médian : 13% - 70% du revenu médian : 21%
13	Risque de pauvreté à un moment dans le temps			11%

14	Risque de pauvreté avant transferts sociaux (toute la population)			- si on tient compte des pensions : 23% - si on n'en tient pas compte : 38%
15	Coefficient de Gini (= 0 si parfaite égalité ; = 100 si parfaite inégalité dans la distribution des revenus)			28
16	% de pauvreté durable à moins de 50% du seuil du revenu médian	oui	oui	
17	% de travailleurs pauvres (population des 16 ans et +)	oui	oui	4%
18	% des chômeurs de longue durée dans l'ensemble des chômeurs	oui	oui	48,6%
19	Chômage de <u>très</u> long terme (en % de la population active)	oui	oui	2,4%
20	% de la population adulte de plus de 25 ans qui n'a pas été plus loin que le secondaire inférieur	oui	oui	Pour les 25-34 ans : 23,9%

* population totale

Adresse pour l'Annexe statistique du Rapport Conjoint de 2003 :

http://europa.eu.int/comm/employment_social/soc-prot/soc-incl/sec_2003_1425_final_en.pdf

Adresse pour les « Indicateurs » belges : <http://cpas.fgov.be/FR/Themes/AB/Indicateurs%20FR.pdf>

Voir aussi la remarquable publication trisannuelle de l'INSEE « Données sociales », présentée à l'adresse suivante :

http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/cs107e.pdf. L'adresse du site de l'INSEE est :

http://www.insee.fr/fr/home/home_page.asp

Voir aussi la publication « Panorama de la société – Les indicateurs sociaux de l'OCDE » à l'adresse :

http://www.oecd.org/document/37/0,2340,fr_2649_34637_1899813_1_1_1_1,00.html

11. Un Tableau de bord de la protection sociale en Belgique

<i>La vision</i>	<i>Il n'y a pas que le PIB</i>
<i>La dominante</i>	<i>Sociale</i>
<i>La méthodologie</i>	<i>Tableau de bord</i>

En 2003, le Centrum voor Sociaal Beleid de l'Université d'Anvers, centre bien connu pour ses études sur la protection sociale, a publié une étude dont l'objectif était de mesurer et d'évaluer l'évolution de la protection sociale sur une longue période, essentiellement en mesurant l'évolution du salaire minimum (brut et net) et des allocations sociales par rapport à des grandeurs de référence (essentiellement le salaire moyen et le revenu national par tête).

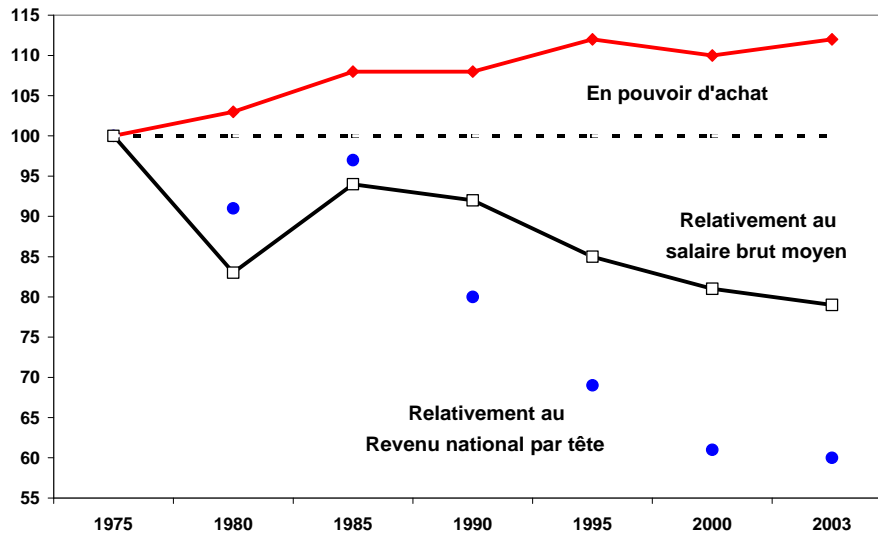
Nous avons intégré cette étude dans notre liste de travaux significatifs à la fois parce qu'elle possède les caractéristiques d'un tableau de bord et parce qu'elle tend à questionner la répartition des « gains de la croissance », préoccupation qui revient dans d'autres travaux comme nous l'avons vu ci-dessus.

A titre d'illustration, on reproduit ici (voir page suivante) deux graphiques. Pas de doute : tout le monde n'a pas profité de la même manière de l'augmentation (moyenne) des revenus monétaires depuis 1975. Attention à l'axe du temps : les données sont reproduites de cinq ans en cinq ans, sauf pour la période 2000-2003.

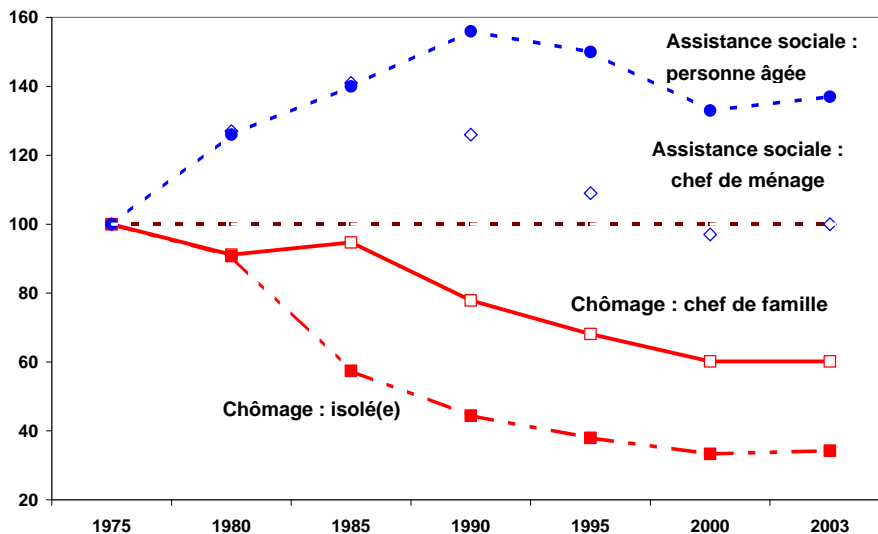
Source : Béa CANTILLON, Ive MARX en Veerle DE MAESSCHALCK, « De bodem van de welvaartstaat van 1970 tot nu, en daerne », CSB Berichten, Maart 2003, étude disponible à l'adresse :

<http://www.ufsia.ac.be/csb/csbberichten/maart%202003/de%20bodem%20van%20de%20WS.pdf>.

Evolution du salaire minimum garanti – Indices 1975 = 100



Evolution des prestations sociales minimales relativement au revenu national par tête – Quelques évolutions significatives – Indices 1975 = 100



12. Les comptes environnementaux de la Belgique

La vision	Améliorer la méthodologie du PIB
La dominante	Environnementale
La méthodologie	Indicateur synthétique

En juin 2003 le Bureau fédéral du Plan a publié les premiers comptes environnementaux de la Belgique. Comme le précise la section 1.A de ce rapport, « les comptes environnementaux sont composés d'un ensemble de comptes donnant une représentation de l'utilisation de la nature comme source de matières premières et comme dépôt de déchets. Les données environnementales sont réparties entre les différents agents économiques qui figurent également dans les comptes nationaux : les pouvoirs publics (éventuellement les différents niveaux de pouvoir), les ménages et les entreprises. Cette répartition vise à permettre une comptabilité nationale économique et environnementale intégrée, contenant outre des éléments monétaires, des données physiques comme les quantités d'émissions de dioxyde de carbone. Les comptes environnementaux constituent ainsi, en tant qu'extension des comptes nationaux, et

conjointement aux données économiques des comptes nationaux, la banque de données de base qui permet de calculer les effets tant des politiques économiques qu'environnementales. Ces comptes alimentent les modèles économiques et environnementaux intégrés et fournissent les indicateurs. Ils permettent de dresser un tableau plus large de l'évolution de la société. Ils facilitent aussi les comparaisons internationales puisque les données sont présentées d'une manière cohérente et systématique, tout comme dans les comptes nationaux traditionnels. » Voici, à titre illustratif, quelques résultats significatifs.

Dépenses de protection de l'environnement (PE) par catégorie d'utilisateurs – 2000

Total	4.320 mio €
En % du PIB	1,74%
Pouvoirs publics	1.037 mio €
Dépenses courantes PE des pouvoirs publics en % de leur consommation totale	1,40%
Investissements PE des pouvoirs publics en % de leurs investissements totaux	6,76%
Entreprises	2.549 mio €
Dépenses de PE intermédiaires des entreprises dans le total de leurs cons. interm.	0,59%
Investissements PE des entreprises dans le total de leurs investissements	1,46%
Ménages	702 mio €
Dépenses PE des ménages en % de leur consommation totale	0,54%

Au-delà de l'estimation de données de base relatives à l'environnement, le principal intérêt des Comptes environnementaux est d'articuler les données économiques « classiques » avec des grandeurs environnementales. Cette articulation est illustrée par le tableau suivant qui compare la structure de la demande qui s'adresse aux entreprises belges et la part dans différentes pollutions. Par exemple, les exportations représentent 41% de la demande qui s'adresse à nos entreprises mais sont responsables de 58% des émissions de gaz à effet de serre de l'appareil productif belge. Ce résultat n'étonnera pas ceux qui connaissent le poids des produits énergivores, acier, ciment...) dans les exportations de la Belgique mais le chiffrage proposé par le Bureau fédéral du Plan constitue une information d'un très grand intérêt.

Part dans la demande totale finale de produits domestiques et dans certaines pollutions par des producteurs domestiques – en %

	Consommation des ménages	Consommation des pouvoirs publics	Investissements	Exportations
Demande finale de produits domestiques	32	17	11	41
Pollution de l'air				
Effet de serre	31	5	9	58
Monoxyde de carbone	14	4	9	77
Pollution de l'eau				
Demande biochimique en eau	36	11	3	51
Demande biochimique en oxygène	30	12	3	57
Phosphore	39	8	3	50

NB :

- Ce tableau se lit ainsi. Par exemple, 32% des commandes adressées à des entreprises belges émanent des ménages. La production qui s'en suit induit 31% des émissions de gaz à effet de serre provoquées par les producteurs belges.
- La somme des pourcentages peut être différente de 100, à la fois parce qu'il s'agit d'arrondis et parce qu'on n'a pas reproduit ici la colonne « stocks ».

Pour plus de précisions méthodologiques et de résultats, consultez le rapport : « Les comptes environnementaux en Belgique » (Guy VANDILLE et Bruno VAN ZEEBROECK, Working Paper n° 93, Bureau fédéral du Plan, juin 2003), rapport accessible à l'adresse : <http://www.plan.be/fr/pub/pp/PP093/PP093fr.pdf>

Voir aussi pour un état des lieux européen : « Commission européenne Comptes environnementaux 2003 - Etat actuel et développements futurs », Eurostat, 2003 (à l'adresse :

http://forum.europa.eu.int/irc/Download/k0epA9JHmoGJyy6etqplbPb3qF7TkSpUmiJMqldfh-8B7Obh3xfQRtSp1fbNLZUs47_XHqpbpBxPfk0mBcDru5RRAujJ38Q/BF_GZ/ENV-WG-027-08%20FR%20Environ%20Acc%202003.pdf)

Le Bureau fédéral du Plan a également exploré un Compte satellite en matière de transports. Voir : Bureau fédéral du Plan, « Activités de support à la politique fédérale de mobilité et transports », Rapport final, janvier 2004.

13. Les comptes des Institutions Sans But Lucratif (Belgique)

La vision	Améliorer la méthodologie du PIB
La dominante	Sociale
La méthodologie	Indicateur synthétique

On ne dira jamais assez que les activités non marchandes et associatives en particulier ont une importance essentielle dans le fonctionnement de nos sociétés, avec des retombées positives sur le capital humain, le capital social et le développement économique et social. Si une partie importante des activités non marchandes (l'enseignement, la santé, l'administration...) est explicitée dans la comptabilité nationale, il n'en va pas de même pour les activités associatives qui ne sont pas isolées en tant que telles. C'est la raison pour laquelle le Centre d'Economie Sociale de l'Université de Liège a relayé de manière volontariste en Belgique un projet international pour construire un compte satellite pour le secteur associatif, à tel point que la Belgique peut aujourd'hui être considérée comme un leader dans cette démarche. Si les premières estimations et la méthodologie ont été développées par le Centre d'Economie Sociale de Liège (dirigé par le professeur Jacques DEFOURNY), le relais est désormais pris par L'Institut des comptes nationaux (ICN) qui actualisera régulièrement ces travaux.

Les travaux de l'Université de Liège ont retenu comme champ d'investigation les ISBL (Institutions Sans But Lucratif) qui répondent aux conditions suivantes : 1° les organisations qui ont une existence institutionnelle 2° qui poursuivent une finalité non lucrative 3° privées 4° auto-gérées et 5° pour lesquelles la liberté d'adhésion et de contribution y est garantie. Ne font donc pas en particulier partie de ce champ les écoles, les mutualités, les coopératives. Mais en font donc bien partie les très nombreuses ASBL culturelles, sportives, d'action sociale, environnementales, etc. qui font la trame de la vie associative en Belgique.

Ceci précisé, le tableau suivant donne quelques résultats significatifs et illustratifs du compte satellite des ISBL. Un des résultats intéressants est l'estimation, en équivalents temps plein (ETP), du travail bénévole effectué par plus d'un million de bénévoles !

Le compte satellite des ISBL en quelques chiffres - 2001

Nombre d'ISBL couvertes	16.091
Valeur ajoutée	
en millions €	11.760
en % du PIB	5,0
Emploi salarié	
en nombre de personnes	333.878
en % de l'emploi salarié intérieur	9,6
Coûts de production (millions €)	18.885
dont consommations intermédiaires – en % du total	40,0
dont rémunération des salariés	55,4
Ressources courantes (en millions €)	19.808
Travail bénévole	
en ETP	76.259
en nombre de personnes	1.166.000

Pour en savoir plus sur la méthodologie et les résultats, voir : Centre d'Economie Sociale (Ulg) et Banque Nationale de Belgique, « Le compte satellite des institutions sans but lucratif 2000-2001 », Institut des Comptes Nationaux, février 2004, rapport disponible à l'adresse : <http://www.bnb.be/DQ/F/dq3/histo/NFDS01.pdf>

Les résultats chiffrés sont également disponibles via Belgostat à l'adresse :

<http://www.nbb.be/belgostat/GlobalDispatcher?TARGET=/TreeviewLinker&rowID=868&prop=treeview&action=open&Lang=F#868>

Voir aussi sur la portée et l'ampleur de cette démarche : Jacques DEFOURNY, « De Liège aux Nations unies », La Libre Belgique du 21.08.04 (article disponible sur le site de LLB à l'adresse :

http://www.lalibre.be/article.phtml?id=3&subid=152&art_id=179931)

14. Le capital social

La vision	Il n'y a pas que le PIB
La dominante	Sociale
La méthodologie	Indicateur synthétique

« *It's not what you know, it's who you know.* »

« A côté des facteurs économiques qui déterminent la prospérité d'un pays, d'une région, d'une ville, comme la qualification du travail, le niveau d'investissement, le taux d'emploi des ressources productives ou encore la qualité des infrastructures, il est acquis aujourd'hui que des facteurs liés à la *nature du lien social* peuvent jouer un rôle décisif : la diversité et la qualité du tissu relationnel entre les habitants, le sentiment d'attachement des citoyens à leur région, la prégnance d'un certain nombre de normes ou d'attitudes telles que le sens de la coopération, le sens civique, la confiance interpersonnelle, etc.

Ces éléments plus 'subjectifs' de la prospérité ont reçu une attention croissante au cours de ces dernières années à travers la théorie du **capital social** qui conceptualise ces divers aspects du lien social comme une forme de capital, à côté du capital (naturel, du capital productif et du capital humain). » L'approche 'capital social' vise non seulement à mesurer / évaluer celui-ci mais aussi, dans un second temps, à « étudier comment l'interaction entre *réseaux de sociabilité, normes de coopération et sentiments de confiance* vient soutenir (ou, si ces éléments manquent, dégrader) le processus de développement d'une région ou d'un pays. »²²

L'américain Robert Putnam est certainement le chercheur qui a le plus contribué à populariser la notion de capital social, qui fait aujourd'hui l'objet d'une abondante littérature et qui est largement soutenu par la Banque Mondiale et l'OCDE. On peut définir le capital social comme l'ensemble des liens et réseaux qui unissent des groupes et des personnes au sein d'une communauté donnée et des institutions et valeurs qui les structurent.

Cette définition, très large, ne dit cependant rien sur :

- la nature, la qualité et l'intensité de ces liens et réseaux
- leurs effets sur, par exemple, le bien-être ou le développement (durable)
- la nature des impacts : positifs ou négatifs.

Une partie importante de l'abondante littérature sur cette question est donc consacrée à

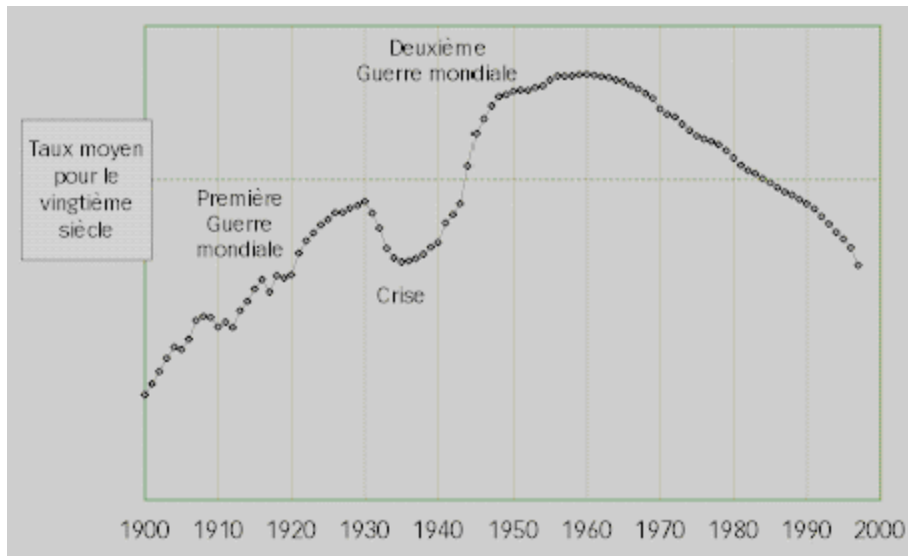
- construire des mesures (indicateurs) du capital social et de son évolution ;
- établir des connexions avec d'autres dimensions, en particulier celle du capital humain ;
- repérer et essayer d'expliquer les liens entre le capital social et un ensemble de « comportements » sociaux et économiques.

Un certain consensus semble se faire pour mesurer le capital social sur base de quatre axes :

- la participation politique
- les différentes formes d'engagement communautaire
- les réseaux informels et autres formes de socialisation
- la confiance et le partage de valeurs.

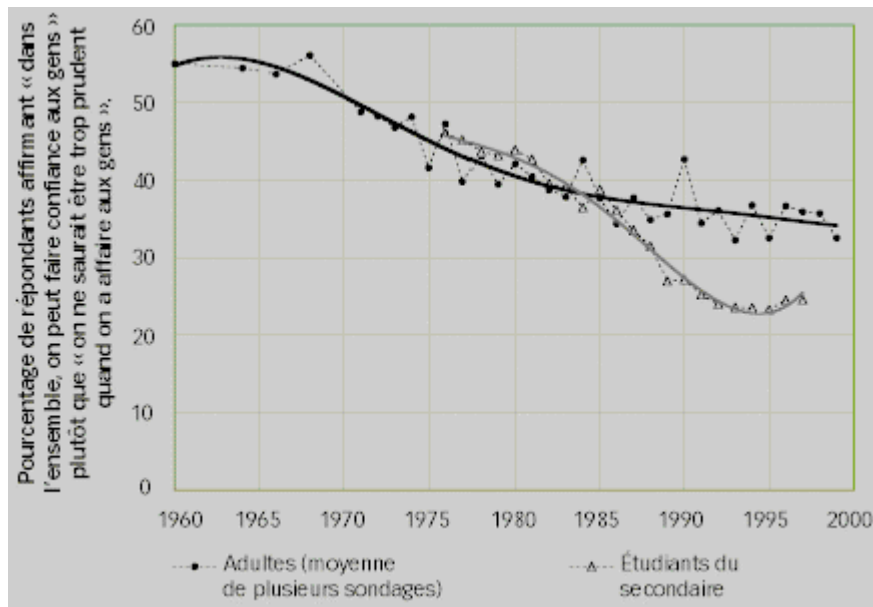
A titre d'illustration des travaux dans ce domaine, voici trois graphiques tirés des recherches de Robert Putnam. Ils concernent les Etats-Unis. Le premier graphique porte sur le bénévolat.

Taux moyen d'adhésion à 32 associations bénévoles nationales structurées en sections régionales – Etats-Unis – 1900-1997



Le second graphique choisi à titre illustratif mesure l'évolution de la confiance que les gens s'accordent (ou non) les uns les autres.

Evolution de la confiance par rapport aux autres Adultes et adolescents – Etats-Unis – 1960-1997



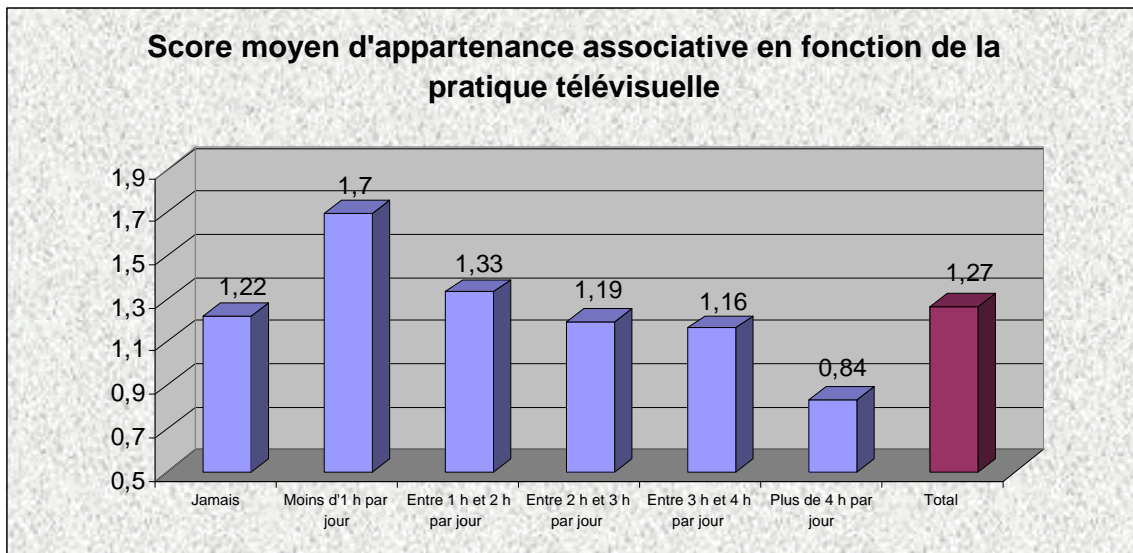
Le dernier graphique établit les liens pour les Etats américains entre un indicateur synthétique du capital social, établi à partir d'une analyse factorielle de divers indicateurs (confiance, bénévolat, générosité philanthropique, participation aux élections..) et un indice de performance scolaire (les différentes paires de lettres sont les abréviations des noms des 50 Etats américains). Attention sur l'interprétation de ce genre de graphiques : une corrélation ne dit pas grand chose sur les mécanismes explicatifs ni sur le sens de la causalité.

Lien entre les performances scolaires et le capital social pour les 50 Etats américains



On fera observer que les travaux de Putnam sont très contestés, à la fois sur le plan scientifique (par exemple en ce qui concerne sa « sélection » d'indicateurs) et sur ses conclusions idéologiques.²³

L'IWEPS et le CLEO de l'Ulg ont lancé en 2003 une démarche qui vise à mieux connaître le capital social en Wallonie. A titre d'illustration des premiers résultats, fort intéressants et fort encourageants, on reproduit ci-après un graphique qui fait le lien entre la participation à des associations et la « consommation » télévisuelle. Eclairant !



Source (pour les travaux de Putnam) : http://www.isuma.net/v02n01/putnam/putnam_f.shtml

L'OCDE a publié une note sur les statistiques qui peuvent contribuer à mesurer le capital social. Voir « The measurement of social capital at international level » à l'adresse : <http://www.oecd.org/dataoecd/1/60/2380281.pdf>

Pour une bibliographie assez large, voir : « The Place of Social Capital in Understanding Social and Economic Outcomes » sur le site de l'OCDE à l'adresse : http://www.oecd.org/searchResult/0,2665,fr_2649_201185_1_1_1_1_1_1_1_00.html

Voir aussi les nombreuses pages consacrées par la Banque Mondiale sur ce thème :

<http://www1.worldbank.org/prem/poverty/scapital/home.htm>.

Voir aussi : IWEPS – Ulg, « Identités et capital social en Wallonie », 2004 dont le rapport complet sera bientôt publié sur le site de l'IWEPS (adresse : <http://statistiques.wallonie.be/>)

15. L'épargne véritable

La vision	Améliorer la méthodologie du PIB
La dominante	Sociale et Environnementale
La méthodologie	Indicateur synthétique

Un des plus gros reproches « qu'on puisse adresser aux mesures de revenu dérivées 'classiquement' du PIB est la non prise en compte de deux formes essentielles de capital : le capital naturel et le capital humain. On ne peut, en effet, considérer que le revenu véritable d'un pays s'accroît si ses ressources naturelles s'épuisent ou se détériorent dans une proportion que ne peuvent compenser les investissements en capital productif. Il en va de même si les connaissances et les capacités de sa population diminuent. Pour déterminer correctement l'évolution du capital il ne suffit donc pas de considérer le surplus des investissements au sens classique sur la dépréciation du stock de capital productif, encore faut-il s'assurer qu'ils excèdent également la détérioration du capital naturel et humain. C'est précisément le sens d'un indicateur tel que l'épargne véritable ('genuine savings'). La comptabilité nationale classique intègre déjà la différence entre la formation brute et la formation nette de capital fixe en retirant des investissements la partie du capital fixe disparue ou devenue obsolète (amortissements), définissant ainsi un premier niveau d'épargne. L'épargne véritable va cependant plus loin et soustrait de ce résultat les ressources non-renouvelables extraites, les déboisements opérés et les pollutions engendrées. En revanche, alors que la comptabilité nationale classique compte les dépenses publiques d'enseignement (hormis les bâtiments scolaires) comme des dépenses, l'approche en terme d'épargne véritable les comprend comme un investissement en capital humain. Elles viennent alors s'ajouter à l'épargne telle que définie précédemment. En résumé : Epargne Véritable = Formation Brute de Capital Fixe + Balance des paiements + Dépenses d'éducation – Pertes de ressources naturelles – Coût des pollutions. »²⁴ Le tableau suivant donne l'estimation de l'épargne véritable (uniquement domestique) pour quelques pays 'significatifs'.

L'épargne véritable – quelques exemples 1997 – en % du PIB

	Belgique	Brésil	Etats-Unis	Inde
Epargne domestique brute	25,1%	18,6%	18,3%	19,9%
'Consommation' de capital fixe	9,9%	10,4%	12,7%	9,4%
Epargne domestique nette	15,2%	8,2%	5,5%	10,4%
Dépenses d'éducation	3,1%	4,7%	4,7%	3,3%
Epuisement des réserves énergétiques	0,0%	0,7%	0,9%	2,3%
Epuisement des réserves minérales	0,0%	0,6%	0,0%	0,4%
'Epuisement' net des forêts	0,0%	0,0%	0,0%	1,6%
Domages des émissions de CO2	0,2%	0,2%	0,4%	1,4%
Epargne domestique véritable	18,1%	11,5%	8,9%	8,0%

Pour en savoir plus :

- IDD, « Qu'est-ce que l'épargne véritable ? », Indicateurs pour un Développement Durable, n° 01-1, janvier – février 2001 (voir site de l'IDD : <http://www.iddweb.be/>)
- Kirk HAMILTON, « Measuring sustainable Development - Genuine Savings », OCDE, May 31, 2001 à l'adresse : <http://www.oecd.org/dataoecd/21/12/2430203.pdf>.

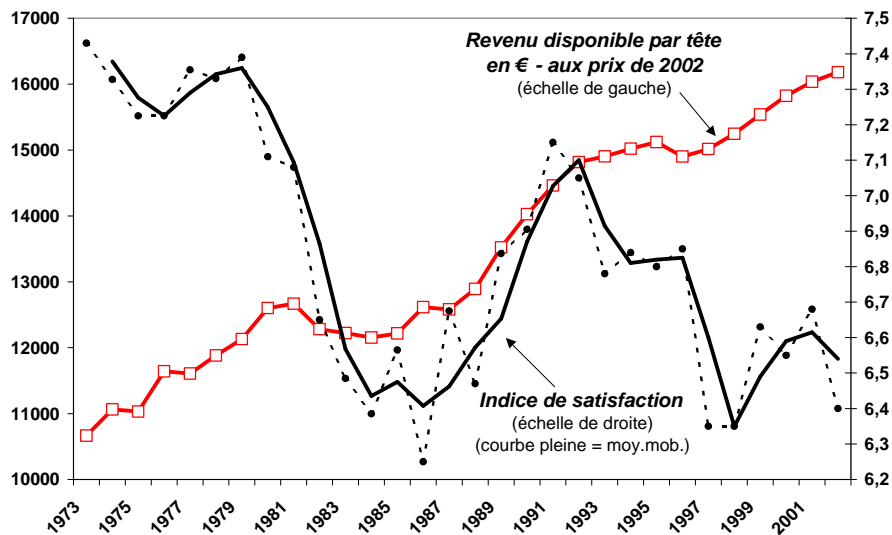
16. Les indicateurs de bonheur et de satisfaction par rapport à la vie

La vision	Il n'y a pas que le PIB
La dominante	?
La méthodologie	Indicateur synthétique

Même si ce n'est méthodologiquement pas le cas, on peut considérer que les résultats portant sur la perception de la qualité de la vie par les personnes interrogées constituent *per se* un

indicateur synthétique. On peut en effet penser qu'il n'y a pas de meilleur indicateur *global* de la qualité de la vie dans la mesure où les réponses à des questions sur la satisfaction par rapport à la vie sont le résultat implicitement pondéré de ce qui compte pour chaque personne. Le graphique ci-dessous reproduit – pour la Belgique et la période 1973-2002 – la croissance du revenu disponible par tête et les réponses pondérées à la question : « Par rapport à la vie que vous menez êtes-vous : 1° très satisfait ; 2° plutôt satisfait ; 3° pas très satisfait ; 4° pas satisfait du tout ? ». Il est à noter que la Belgique est un des trois pays de l'ex-Europe des 12 à enregistrer une baisse tendancielle statistiquement significative du score moyen de satisfaction par rapport à la vie.

Indice de satisfaction par rapport à la vie et revenu disponible par tête



- Source pour un ensemble de données et de publications sur le bonheur : World Database of Happiness (Erasmus University of Rotterdam) à l'adresse : <http://www2.eur.nl/fsw/research/happiness/index.htm>
- Données pour la Belgique : http://www2.eur.nl/fsw/research/happiness/hap_nat/reports/Nreport/NA15.HTM
- Trends de l'Indice de satisfaction par rapport à la vie pour une sélection de pays : http://www2.eur.nl/fsw/research/happiness/hap_nat/findingreports/TrendReport2004-1.pdf

Ceci n'est pas le premier graphique qui met en évidence une évolution divergente entre un indicateur relatif à la satisfaction par rapport à la vie et un indicateur économique classique (PIB par tête, revenu moyen...). Il est cependant évident que les données subjectives relatives au bonheur ou à la satisfaction par rapport à la vie sont très difficiles à interpréter, aussi bien dans leurs évolutions que dans leurs écarts (par exemple entre différentes catégories de population) ou encore dans leurs corrélations avec d'autres grandeurs. A toute fin utile, l'Annexe 2 résume quelques considérations émises dans un récent rapport britannique (voir références ci-dessous) qui a étudié les résultats de plusieurs dizaines de recherches sur le bonheur.

- Le rapport « Life satisfaction : the state of knowledge and implications for government », December 2002 (authors : Nick DONOVAN and David HALPERN) est disponible à l'adresse : <http://www.number-10.gov.uk/su/lis/paper.pdf>

Conclusions

Cette note ne prétend pas faire le tour de la question, ni de l'ensemble des indicateurs et tableaux de bords existants (leur nombre croît régulièrement), ni moins encore des problèmes méthodologiques et idéologiques posés par chacun de ces indicateurs. J'espère néanmoins avoir montré l'intérêt et la variété des démarches entamées au cours des 15 dernières années.

« Tous ces indicateurs alternatifs reposent, c'est vrai, sur des conventions discutables, mais ce n'est pas une raison suffisante pour les ignorer. D'une part, on constate que, au-delà des

exemples qui viennent d'être pris, d'autres indicateurs ayant le même souci de combiner l'économique, le social et l'environnement, dans des proportions et avec des méthodes très différentes, fournissent des diagnostics assez convergents, surtout sur de longues périodes d'observation. D'autre part, on voit mal comment se passer de "conventions discutables" dès lors qu'il est question d'environnement, de qualité de vie et de progrès social, et donc de systèmes de valeurs. Même les indicateurs économiques "sérieux" sont truffés de conventions discutables, comme l'ont montré les débats sur les incertitudes très importantes des comparaisons du PIB par habitant en Europe (voir Alternatives Économiques, juin 2002, p. 81-83). »²⁵ En tout état de cause, la sagesse scientifique veut que la meilleure approche soit de suivre un ensemble d'indicateurs pour mieux comprendre ce qui se passe.

Le principal enseignement que je tire ce tour d'horizon est celui-ci : les indicateurs économiques traditionnels tel le Produit Intérieur Brut sont d'évidence insuffisants pour évaluer la durabilité d'un système social, économique ou écologique, et ne suffisent donc pas pour orienter la décision vers un développement durable. La croissance économique n'est pas (n'est plus ?) une condition suffisante pour améliorer la situation sociale et, d'une manière générale, le bien-être des gens. En effet, quand on compare l'évolution de certains de ces indicateurs alternatifs avec l'évolution du PIB traditionnel, il y a belle lurette (souvent depuis le début des années 80) que la courbe du PIB monte tandis que les courbes des autres indicateurs plafonnent ou baissent. Autrement dit, la croissance depuis presque vingt ans s'est accompagnée d'effets au mieux neutres, au pire négatifs sur la situation sociale et écologique. Y-a-t-il causalité directe ? C'est moins évident mais on peut en tout cas risquer l'hypothèse que la croissance économique produit désormais des rendements de bien-être décroissants voire négatifs, peut-être parce que les conditions, les moteurs et les *outputs* de la croissance économique ont changé. Ceci pose alors aussi la question de la mesure de l'activité économique : le PIB est-il encore signifiant au vu de ce constat ?

Ce constat devrait idéalement être pris en compte par ceux qui prient tous les jours pour plus de croissance. Et pourtant il est très difficile dans notre société et dans ses corps intermédiaires de développer un discours 'alternatif' sur la croissance économique. Le recul des efforts en matière de formation permanente et le conformisme idéologique ambiant sévissent ici aussi. Après plus de quinze ans de travaux pour étoffer et diversifier les indicateurs de développement durable, on doit déplorer que deux indicateurs traditionnels, le PIB et les indices boursiers, continuent à occuper le devant de la scène, en particulier sur le plan médiatique. Il ne faut pas, pour autant, baisser les bras. Le travail scientifique et culturel doit continuer pour que demain les objectifs politiques ne se réduisent pas à répéter, dans une litanie sans fin, « plus, toujours plus de croissance ».

Bibliographie générale

- Philippe DEFEYT, « BEL-INSOC-10 - Un indicateur d'insécurité sociale en Belgique », Démocratie, 15 février 2004
- Institut pour un Développement Durable et Centrum voor duurzame ontwikkeling, « Mesurer le développement durable en Belgique : quels rôles pour les processus participatifs », Etude réalisée à la demande du Conseil fédéral du développement durable, mai 2003 (voir sur le site de l'IDD : <http://www.iddweb.be/>)
- Jean GADREY, « Les indicateurs de richesse et de développement – Un bilan international en vue d'une initiative française », Rapport de recherche commandité et financé par la DARES, France 2003 (voir : <http://www.travail.gouv.fr/etudes/pdf/indicateurs.pdf>)
- Jean GADREY et Florence JANY-CATRICE, « Développement durable, progrès social : des indicateurs alternatifs », Source : <http://www.bip40.org/fr/#nh3>
- Patrick VIVERET, « Reconsidérer la richesse », Rapport réalisé à la demande de Guy HASCOET, Secrétaire d'Etat (français) à l'économie sociale, Janvier 2002
- WWF, « Fracture sociale, fracture écologique : la Terre est malade... et si on changeait de thermomètre » Source : <http://www.wwf.fr/pdf/fracturecolo.pdf>

Annexes

Annexe 1 : La crise de l'économicisme mécaniste

« (...) On a pris l'habitude, depuis le Siècle des Lumières et l'avènement du capitalisme, de considérer l'Economie comme un ensemble de mécanismes et de lois relevant d'une science distincte. Avant cette période, l'Economie était étudiée dans le cadre des Sciences Politiques et Morales. Cette coupure entre l'Economie et d'autres disciplines fut inaugurée notamment par François Quesnay, médecin autant qu'économiste, qui introduisit dans son 'Tableau Economique' l'idée de l'Economie comme un circuit régi par des mécanismes qui lui sont propres. Tel l'organisme humain, l'Economie relèverait d'un ordre naturel et même d'une loi naturelle identifiable et donc maîtrisable comme le sont les lois de la physique ou de la chimie. Cette vision mécaniste (la réalité est comme un mécanisme, avec ses relations de cause à effets) influença profondément les économistes libéraux dont le père fondateur de l'Economie Politique, Adam Smith.

Les néo-libéraux actuels retiennent surtout son dernier ouvrage, "La richesse des nations", consacré aux lois censées scientifiques et universelles de l'Economie, avec le jeu de la "Main invisible" transformant l'ensemble des actions intéressées des citoyens calculateurs (homo economicus) en harmonie socio-économique. Par contre, sa "Théorie des Sentiments Moraux" est passée sous silence alors qu'apparaît dans cet ouvrage un Adam Smith économiste certes, mais aussi philosophe et moraliste ... Par le regard et la pratique économiciste actuels, l'homme est soumis à un savoir rigoureux certes mais réducteur. Pourtant Aristote distinguait naguère la Chrématistique (l'art de gagner de l'argent) et l'Economie (l'art de gérer un ménage, un lieu).

Depuis le 18ème siècle, l'Economie fut considérée en Occident comme une discipline autonome, "sphère auto référentielle" (c'est-à-dire qui trouve en elle-même ses propres références) et fondée sur une approche qui découpe un seul aspect de l'homme : son caractère marchand, intéressé, d'entrepreneur sur la base duquel l'homme, avant d'entreprendre, accomplit un calcul coût-bénéfices. Cette discipline est fortement marquée par le mythe occidental moderne de la maîtrise ("La connaissance nous rendra maîtres et possesseurs de la nature" disait déjà Descartes) ainsi que par le paradigme de l'homme atomisé et concurrentiel dont l'existence est due à la sélection naturelle (Darwin) et dont l'action est réglée par la division du travail, chacun produisant ou vendant ce pour quoi il dispose d'avantages comparatifs.

L'industrialisme moderne (y compris l'organisation taylorienne du travail et le Fordisme) naîtra de ces conceptions, ainsi que les théories du Développement des pays appelés, depuis 1949, "sous-développés". Le développement sera donc abordé comme un ensemble de lois naturelles s'imposant à toutes les sociétés. Dans sa version linéaire, mécaniste et pro-capitaliste (Walt Rostow), par exemple, ou dans sa version dialectique et socialiste, cette pensée sur le développement sera marquée par une lecture économiciste, productiviste et profondément ethnocentrique : l'expérience occidentale (de droite ou de gauche) constitue le modèle. Deux grands types de stratégies en sont tirées : 1) "L'import substitution" (les pays du Sud ont avantage à produire localement des biens de consommation afin de réduire leurs coûteuses importations, stratégie finalement pro-occidentale qui réserve au Nord les industries-clefs); 2) "Les industries industrialisantes" (les pays du Sud tels la Chine, l'Inde ou l'Algérie tentent de se doter d'une industrie lourde afin de briser la dépendance à l'égard du Nord).

Les échecs du développement au niveau "macro" comme au niveau de nombreux projets "micro" ainsi que les progrès de la Science la plus avancée (Astrophysique, Biochimie, etc.) imposent une révision profonde du paradigme actuel : la vision d'une discipline économique autonome et mécaniste est dépassée. Aujourd'hui le savoir est confronté au défi de la complexité, de l'interdépendance de toutes les facettes du réel. On ne peut plus comprendre ni agir sans une approche à la fois interdisciplinaire et interculturelle. L'Economie se doit aujourd'hui de renouer avec les valeurs humaines, l'éthique, le sens du bien commun ainsi qu'avec les cultures locales dans toute leur diversité.

(...) Une manière d'aborder l'Economie avec un nouveau regard, à la fois moins mécaniste (la société n'obéit pas à des "lois" universelles et déterministes) et moins ethnocentrique (le Nord industrialisé n'est pas le seul modèle mondial) consiste à voir l'économie seulement comme un aspect du réel, enchâssé dans le social.

Cette notion d'une économie "enchâssée", "encastrée" (embedded) permet de saisir la nécessité d'une approche interdisciplinaire (économie, science politique, sociologie, religions comparées, droit, morale, philosophie, etc. etc.) et interculturelle (chaque société, chaque unité "économique" constitue un site symbolique traversé par différentes dynamiques culturelles). Karl Polanyi, qui est le père de cette notion d'économie enchâssée, l'a développée en rappelant, après Karl Marx, que le capitalisme a eu pour effet révolutionnaire de déraciner l'économie de son substrat socioculturel naturel pour en faire un en-soi. Le marché, dès lors, a imposé sa logique à l'économie et, progressivement, à toute la société. L'économie est devenue la grande référence sur le plan politique, social et culturel. Nos chefs d'Etat n'ont plus que le terme de compétitivité à la bouche. La "pub" crée des besoins sociaux artificiels et les arts de vivre se dégradent tandis que l'art devient marchandise. Ce qui est rentable est bon, ce qui n'est pas rentable est

sacrifié : c'est la logique néo-libérale triomphante jusqu'il y a peu, avec les Reagan et les Thatcher. Il s'agit aujourd'hui de ré-enchâsser l'économie dans l'ensemble de la société. Le système social et politique doit imposer sa logique à l'économie, et non l'inverse. Il faut que l'économie soit au service du social. Aujourd'hui, la croissance économique est destructrice d'emplois. Cela ne nous contraint-il pas à des révisions déchirantes ? »

■ Source : http://www.networkcultures.net/19/regards_f.html

Annexe 2 : Le bonheur et ses déterminants

- Les études sur les jumeaux et les enfants adoptés indiquent que les facteurs génétiques joueraient un grand rôle pour expliquer les différences interindividuelles même si les mécanismes explicatifs ne sont pas clairs. Cependant, ces facteurs ne peuvent tout expliquer, à commencer par les différences entre pays.
- Parmi les dimensions associées avec la satisfaction par rapport à la vie on peut citer :
 - la personnalité (optimisme, estime de soi...)
 - le genre (les femmes semblent plus satisfaites)
 - l'âge (courbe en U)
- Le revenu (disponible ou le PIB par tête) est corrélé positivement (mais faiblement) avec la satisfaction par rapport à la vie menée ; cela ne semble pas ou très peu être le cas sur le long terme ; les facteurs explicatifs avancés sont :
 - l'adaptation hédonistique
 - les attentes s'adaptent à la hausse et les besoins sont stimulés (par ex par la publicité)
 - la croissance s'accompagne de « coûts » les plus divers (ex : le stress)
 - les individus ont tendance à « regarder dans l'assiette du voisin »
 - les effets de l'hérédité.
- Il y a une relation positive entre la satisfaction au travail et la satisfaction par rapport à la vie en général.
- Le chômage ne fait pas du bien, mais l'impact dépend aussi du taux de chômage de la région, de la situation des autres membres de la famille et de votre parcours professionnel.
- En Europe, l'inégalité a un impact négatif sur la satisfaction.
- Il y a une très forte corrélation entre son état de santé estimé et la satisfaction.
- Si l'on élimine les influences indirectes de l'éducation (par ex via les revenus), celle-ci semble avoir peu d'impact sur la satisfaction.
- D'une manière générale les gens qui ont des loisirs actifs (en particulier le jardinage !), les gens religieux et les personnes mariées se déclarent en moyenne plus heureux.
- Autre corrélation positive : vie sociale et amitiés et satisfaction.
- La qualité de la gouvernance contribue à expliquer les différences entre pays.

■ La synthèse ci-dessus s'inspire largement de l'Executive Summary du Rapport : Le rapport « Life satisfaction : the state of knowledge and implications for government », December 2002 (authors : Nick DONOVAN and David HALPERN) qui est disponible à l'adresse : <http://www.number-10.gov.uk/su/ls/paper.pdf>

NOTES

- ¹ Dans John Maynard KEYNES, « Perspectives économiques pour nos petits enfants » (1930), in *Essais sur la monnaie et l'économie*, Ed. Payot, 1996
- ² Cité in Mark ANIELSKI and Colin L. SOSKOLNE, « Genuine Progress Indicator Accounting : Relating Ecological Integrity to Human Health and Well-Being », in *Just Ecological Integrity : The Ethics of Maintaining Planetary Life*, ed. by Peter MILLER and Laura WESTRA, Rowman & Littlefield publishers inc., 2002
- ³ Jean GADREY et Florence JANY-CATRICE, Développement durable, progrès social : des indicateurs alternatifs », Source : <http://www.bip40.org/fr/#nh3>
- ⁴ Les Indicateurs proposés par l'Institut pour un Développement Durable depuis 1997 sont consultables sur le site de l'IDD : <http://www.iddweb.be/>. > cliquez sur Indicateurs à gauche de l'écran.
- ⁵ C'est lui qui inventa, par exemple, l'Indice de Masse Corporelle (Rapport du poids au carré de la taille), aujourd'hui très fameux, qui sert à mesurer l'extension de l'obésité dans les populations du nord et du sud de la planète.
- ⁶ On peut définir l'économisme ou l'économicisme comme la soumission de toute politique aux soi-disant « impératifs économiques » mais aussi comme la prépondérance culturelle et médiatique des analyses, concepts et informations de nature économique ou encore comme la vision d'une réalité économique qui constituerait un monde en soi, soumis à ses propres « règles » et indépendant du reste. Lutter contre l'économi(cis)me est donc à la fois un choix politique et idéologique et une posture intellectuelle. Il est piquant de constater que Lénine aussi luttait contre l'économisme : «...le terme 'économisme' a été employé par Lénine pour caractériser de façon critique une conception du 'marxisme' qui s'efforce de réduire ce dernier à une simple 'théorie économique' à partir de laquelle pourrait être interprété l'ensemble des transformations sociales.» (in Charles BETTELHEIM, *Les luttes de classes en URSS*, Le Seuil, 1996, tome 1, p. 31) (Source : <http://www.revolutionarydemocracy.org/French/varlet.htm#107>). Voir aussi l'annexe 1.
- ⁷ Jean GADREY, « Les indicateurs de richesse et de développement – Un bilan international en vue d'une initiative française », Rapport de recherche pour la DARES, France 2003 (disponible à l'adresse : <http://www.travail.gouv.fr/etudes/pdf/indicateurs.pdf>)
- ⁸ OCDE, « Aggregated Environmental Indices – Review of aggregation methodologies in use », Working Group on Environmental Information and Outlooks, 2002 (rapport disponible à l'adresse : [http://www.olis.oecd.org/olis/2001doc.nsf/LinkTo/env-epoc-se\(2001\)2-final](http://www.olis.oecd.org/olis/2001doc.nsf/LinkTo/env-epoc-se(2001)2-final))
- ⁹ Le lecteur intéressé trouvera à la page 14 du Rapport de GADREY (références ci-dessus) une liste de 23 indicateurs synthétiques (la liste date de 2002).
- ¹⁰ Technique dont l'objectif est de tenir compte des différences de niveaux de prix entre pays afin de procéder à des comparaisons internationales.
- ¹¹ Jean GADREY et Florence JANY-CATRICE, op.cit.
- ¹² Cet Indicateur a été mis au point au sein du Fordham Institute for Innovation in Social Policy
- ¹³ Jean GADREY et Florence JANY-CATRICE, op.cit.
- ¹⁴ Les sources statistiques, les données de base et les calculs effectués pour les séries retenues sont détaillés dans des fichiers disponibles sur simple demande à l'adresse suivante idd.org@skynet.be. On notera que la quasi totalité des données sont, au moins pour la période récente, accessibles par le web.
- ¹⁵ Jean GADREY et Florence JANY-CATRICE, op.cit.
- ¹⁶ Jean GADREY et Florence JANY-CATRICE, op.cit.
- ¹⁷ « The MDP is an adjusted economic measure of the kind proposed in the US by former World Bank economist Herman Daly. It builds on over a decade of work to define such indicators in a number of different countries. The UK index adjusts personal consumer expenditure to account for a variety of economic, environmental and social factors not included in the GDP. For example, the MDP adds in the benefits of household labor, accounts for income inequality, subtracts social costs (such as crime, congestion, family breakdown) and environmental costs (such as air pollution, resource depletion and the 'hidden' costs of climate change) and makes adjustments for long term investment and economic sustainability. Using methodologies developed across the world and widely available UK data sets, the index offers a more realistic account of progress than is provided by economic output on its own. » (Présentation de l'Indicateur sur le site)
- ¹⁸ Source : Dictionnaire du Développement durable en Belgique, Institut pour un Développement Durable, à venir.
- ¹⁹ Source : Matthias Wackernagel, et William Rees, « Our Ecological Footprint », New Society Publishers, Gabriola Island, 1998
- ²⁰ « Suite à l'introduction par le Traité d'Amsterdam de la lutte contre l'exclusion sociale dans les dispositions relatives à la politique sociale de l'Union (articles 136 et 137 CE), le Conseil européen de Lisbonne de mars 2000 a souligné que l'étendue de la pauvreté et de l'exclusion sociale était inacceptable. La construction d'une Union européenne favorable à l'inclusion a été reconnue comme un élément essentiel de l'objectif stratégique de l'Union pour la décennie à venir, visant une croissance économique durable, une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et une plus grande cohésion sociale. Le Conseil de Lisbonne a décidé d'adopter une méthode ouverte de coordination afin de donner un élan décisif à l'élimination de la pauvreté et de l'exclusion sociale d'ici à 2010. »
- ²¹ Comité de la Protection sociale, « Rapport sur les indicateurs dans le domaine de la pauvreté et de l'exclusion sociale », Octobre 2001
- ²² Ulg – IWEPS, « Identités et capital social en Wallonie », rapport intermédiaire (version complétée 8 mars 2004)
- ²³ Voir, par exemple, Jean GADREY, op. cit., pp.42 et suivantes.
- ²⁴ Source : IDD, « Qu'est-ce que l'épargne véritable ? », Indicateurs pour un Développement Durable, n° 01-1, janvier – février 2001
- ²⁵ Jean GADREY et Florence JANY-CATRICE, « Développement durable, progrès social : des indicateurs alternatifs », Source : <http://www.bip40.org/fr/#nh3>